

HOSTILITÉ ENVERS NOTRE PAYS

DES MÉDIAS FRANÇAIS SE PRÉPARENT À DÉFENDRE LE CAS AÏSSIOU

La machine de propagande française se prépare à mener une nouvelle campagne subversive contre l'Algérie, en mobilisant ses ressources sur le cas d'Ayoub Aïssiou, un fugitif condamné par la justice algérienne pour vol, dilapidation de l'argent public, blanchiment, financements d'acteurs subversifs et spoliation de biens de citoyens.

P.16

ENTRE NOUS

Quotidien national d'information

« La vérité est comme l'eau ; elle prend la forme du récipient qui la contient. » Ibn Khaldoun

Dimanche 17 Rabie El-Aouel 1448 - 30 Août 2026 - N° 1376 : ISSN 1112-6167. www.entrenous.dz Prix :25 DA

LE PEUPLE ALGÉRIEN
TOUJOURS SOLIDAIRE

UNE MOBILISATION SPONTANÉE DES CITOYENS POUR AIDER LES SINISTRÉS



Toutes les wilayas du pays connaissent une vaste mobilisation populaire à laquelle prennent part des citoyens de tous âges qui ont tenu à répondre spontanément aux appels à la solidarité lancés en faveur des habitants des régions touchées par les récents incendies, les quartiers et les places publiques se transformant, en peu de temps, en points de collecte de dons et d'aides, dans une image reflétant les sentiments les plus nobles de solidarité et de cohésion.

P.2

RÉUNION AU MINISTÈRE DU
COMMERCE INTÉRIEUR ET
DE LA RÉGULATION DU
MARCHÉ NATIONAL

INSTRUCTIONS POUR ASSURER LA CONTINUITÉ DE L'APPROVISIONNEMENT DANS LES ZONES TOUCHÉES PAR LES INCENDIES

La ministre du Commerce intérieur et de la Régulation du marché national, Mme Amel Abdellatif, a présidé, samedi, une réunion de coordination consacrée au suivi de la situation de l'approvisionnement en produits de première nécessité dans les wilayas touchées par les récents incendies, au cours de laquelle elle a donné des instructions pour assurer la continuité de l'approvisionnement en ces produits et le suivi quotidien des stocks, indique un communiqué du ministère.

P.4

DANS UN POINT DE PRESSE À L'HÔPITAL DES GRANDS BRÛLÉS
"DR SAÏD CHIBANE" DE ZÉRALDA

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE SALUE L'ÉLAN DE SOLIDARITÉ POPULAIRE ET N'EXCLUT PAS DES ACTES CRIMINELS



P.3

Dans une déclaration, à l'issue de sa visite à l'hôpital des grands brûlés "Dr Saïd Chibane" de Zéralda, où il s'est enquis de l'état des blessés évacués des wilayas sinistrées, le président de la République a déclaré : "Notre consolation réside dans l'élan de solidarité du peuple algérien, qui nous rend fiers d'appartenir à l'Algérie, n'en déplaise à certains".

PROTECTION CIVILE

EXTINCTION DE 118 INCENDIES SUR 123 AU COURS DES DERNIÈRES 24 HEURES

Les unités de la Protection civile ont réussi à éteindre, au cours des dernières 24 heures, jusqu'à samedi à 07h00, 118 incendies sur les 123 enregistrés à travers plusieurs wilayas du pays, a indiqué un bilan de la Direction générale de la Protection civile (DGPC).

P.2

PROTECTION CIVILE

EXTINCTION DE 118 INCENDIES SUR 123 AU COURS DES DERNIÈRES 24 HEURES

Les unités de la Protection civile ont réussi à éteindre, au cours des dernières 24 heures, jusqu'à samedi à 07h00, 118 incendies sur les 123 enregistrés à travers plusieurs wilayas du pays, a indiqué un bilan de la Direction générale de la Protection civile (DGPC).

Concernant la situation générale des incendies du couvert végétal, des récoltes agricoles, des oasis de palmiers et des bottes de foin, "les services de la Protection civile ont enregistré, au cours des dernières 24 heures jusqu'à ce samedi à 07h00, 123 incendies, dont 118 ont été éteints", précise la même source.

"Les opérations d'extinction se poursuivent pour les cinq autres dans les wilayas de Jijel (2), Sétif

(2) et Tébessa (1)", ajoute le bilan.

S'agissant du feu de forêt dans la commune de Texenna (wilaya de Jijel), au lieu-dit "Mechtat El Messa", le bilan fait état de "l'évacuation de certaines familles de leurs habitations à titre préventif, en sus du renforcement des équipes d'intervention par deux avions de type AT-802, avant d'écarter le danger et de permettre le retour des habitants chez eux".

RA



SOLIDARITÉ NATIONALE

LE CRA OUVRE LA COLLECTE DE DONS ET D'AIDES AU PROFIT DES SINISTRÉS

Le Croissant Rouge algérien (CRA) a annoncé, samedi dans un communiqué, l'ouverture de la collecte de dons et d'aides destinés aux familles touchées par les incendies ayant frappé certaines wilayas du pays.

Dans le cadre de la poursuite de la réponse sur le terrain et de la prise en charge des personnes touchées par les incendies dans des wilayas de l'est et du centre du pays, "le CRA ouvre la collecte aux intervenants sur le terrain, ainsi qu'aux dons et aides, afin de les acheminer vers les familles touchées par ces incendies", dans le cadre d'une initiative placée sous le slogan "Ensemble... pour la solidarité et le secours".

Cette démarche vise à "organiser, trier et acheminer ces aides en fonction des priorités

et des besoins réels recensés dans les zones sinistrées". A cet effet, "des points de collecte et de regroupement des aides ont été aménagés au niveau de l'entrepôt central du CRA dans la wilaya de Blida, en tant que point central, afin de faciliter et d'accélérer leur acheminement vers les wilayas sinistrées, ainsi qu'au siège national du CRA à Alger", précise le communiqué.

Les points de collecte comprennent également l'unité principale de la Protection civile dans la wilaya de Jijel et le bureau du comité de wilaya de cet organisme dans la même wilaya, ainsi que tous les bureaux de wilaya relevant du CRA à travers le territoire national.

Pour tout contact ou renseignement concernant cette opération de solidarité, les numéros

de téléphone suivants sont mis à la disposition des citoyens : 05 58 10 33 99 / 07 79 43 70 28 / 06 97 02 24 24 et 06 71 12 16 94.

"Le CRA avait, au cours des dernières heures, dépêché des convois de solidarité vers les wilayas de Skikda, Jijel et Annaba, chargés de matelas, couvertures, médicaments, couches et autres produits de première nécessité, et ce, parallèlement à la mobilisation d'équipes d'intervention, de staffs médicaux et d'ambulances pour soutenir les opérations de secours, assurer la prise en charge sanitaire et accompagner les personnes touchées", conclut la même source.

RA

UNE MOBILISATION SPONTANÉE DES CITOYENS POUR AIDER LES SINISTRÉS

Toutes les wilayas du pays connaissent une vaste mobilisation populaire à laquelle prennent part des citoyens de tous âges qui ont tenu à répondre spontanément aux appels à la solidarité lancés en faveur des habitants des régions touchées par les récents incendies, les quartiers et les places publiques se transformant, en peu de temps, en points de collecte de dons et d'aides, dans une image reflétant les sentiments les plus nobles de solidarité et de cohésion.

A Alger, à l'instar des autres wilayas du pays, des initiatives spontanées ont vu le jour, les citoyens ayant réagi avec une célérité sans précédent aux appels au secours lancés par leurs frères des régions du centre et de l'est du pays, touchées par les récents incendies. Des initiatives de solidarité ont ainsi été lancées par des Algériens de tous âges et de toutes catégories, une démarche qu'ils ont toujours adoptée lors des crises et des épreuves pour y faire front uni.

Dans la capitale, de nombreux citoyens affluent vers les points de collecte désignés pour recueillir les dons et aides destinés aux habitants des zones sinistrées, apportant ce qu'ils peuvent en denrées alimentaires, couvertures, eau minérale et autres produits. D'autres se chargent de les acheminer vers ces régions dans les meilleurs délais, notamment après la réouverture des routes et des axes qui y mènent.

Cette démarche est également adoptée

par les citoyens dans d'autres wilayas, à l'instar d'Oran, Constantine, Annaba, Blida, Chlef et bien d'autres, grâce à la communication et à une organisation rigoureuse afin de garantir l'acheminement des aides de solidarité dans les meilleures conditions.

Dans la commune de Tessala El Merdja, au sud de la wilaya d'Alger, l'APS a constaté la poursuite, à un rythme soutenu, des opérations au niveau des points de collecte.

A cet égard, l'un des bénévoles a expliqué que l'idée "est venue spontanément aux jeunes du quartier qui ont exprimé leur volonté d'acheminer aujourd'hui les aides, afin qu'elles parviennent à leurs bénéficiaires dès demain matin". Cette initiative n'a pas été réservée à une tranche d'âge particulière, puisque petits et grands y ont participé, chacun selon ses moyens.

Un autre bénévole a indiqué que les aides ne se limitaient pas aux denrées alimentaires et à la literie, mais comprenaient également des produits pharmaceutiques, des groupes électrogènes et tout ce qui est à même d'aider les sinistrés à faire face à cette situation d'urgence.

Parallèlement à ces efforts populaires, le Croissant-Rouge algérien (CRA) s'est empressé de mobiliser tous les moyens disponibles, les aides étant regroupées au niveau de son centre national situé dans la wilaya de Blida.

Le chef du bureau de wilaya d'Alger, Mo-

hamed Brahim Rahmani, a précisé que 6 semi-remorques chargés de colis alimentaires, de literie, de vêtements, de produits destinés aux enfants et de lait en poudre ont été dépêchés aujourd'hui vers les zones sinistrées, en attendant d'autres opérations qui concerneront les wilayas de Jijel, Béjaïa, Annaba et Skikda, en coordination avec les comités de wilaya de l'organisation.

De son côté, le responsable de la santé au CRA, le Dr Belaour Mohamed El Mehdi, a affirmé que l'organisation avait mis en place un plan d'intervention sur le terrain pour faire face aux conséquences des incendies. Ce plan prévoit la mise à disposition d'équipements médicaux et d'un soutien logistique, ainsi que la mobilisation de médecins spécialistes et de psychologues des wilayas voisines. Il prévoit également le déploiement de cliniques mobiles afin d'accélérer les opérations d'examen et la prise en charge des blessés, ainsi que l'évacuation et le transfert des défunts.

Ces initiatives témoignent, encore une fois, de l'ampleur de la solidarité et de l'entraide qui caractérisent le peuple algérien, une culture profondément ancrée chez l'ensemble de ses composantes et qui constitue l'un de ses principaux points forts pour surmonter les épreuves.

RA

DANS UN POINT DE PRESSE À L'HÔPITAL DES GRANDS BRÛLÉS
"DR SAÏD CHIBANE" DE ZÉRALDA

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE SALUE L'ÉLAN DE SOLIDARITÉ POPULAIRE

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a salué, samedi à Alger, l'élan de solidarité et la grande mobilisation populaires aux côtés des sinistrés des récents incendies ayant touché plusieurs wilayas de l'Est et du Centre du pays.

Dans une déclaration, à l'issue de sa visite à l'hôpital des grands brûlés "Dr Saïd Chibane" de Zéralda, où il s'est enquis de l'état des blessés évacués des wilayas sinistrées, le président de la République a déclaré : "Notre consolation réside dans l'élan de solidarité du peuple algérien, qui nous rend fiers d'appartenir à l'Algérie, n'en déplaise à certains".

"Ceux qui pensent autrement du peuple algérien se trompent, et les analyses qu'ils font depuis longtemps sur l'Algérie sont également erronées", a-t-il ajouté.

Le président de la République a également évoqué les moyens mobilisés pour lutter contre ces incendies et prendre en charge les sinistrés, déclarant à ce propos : "Lorsque de telles catastrophes nous frappent, nous y faisons face avec les moyens de l'Etat et du peuple. L'Armée nationale populaire (ANP) est également présente dans toutes les épreuves, tout comme la Protection civile algérienne, à l'égard de laquelle nous prendrons plusieurs décisions afin de soutenir ce corps cité en exemple à travers le monde".

Dans le même sillage, le président de la République s'est arrêté sur les causes à l'origine de ces incendies, affirmant: "C'est effectivement une circonstance douloureuse, et nous croyons au destin inéluctable de Dieu, mais il y a des actes criminels et nous enquêterons sur ceux qui en sont responsables", avant d'ajouter: "Je n'emploierai pas de termes forts, comme celui de conspiration".

Concernant les conditions dans



lesquelles se sont déroulées les opérations d'extinction de ces incendies, le président de la République a fait observer que "les vents étaient très forts, ce qui a favorisé la propagation des flammes", ajoutant que, sur le plan technique, "il n'existait aucun moyen, ni aérien ni terrestre, permettant de venir à bout de ces incendies".

Il a, en outre, abordé la prise en charge médicale dont bénéficient les blessés dans ces incendies, relevant le haut niveau des médecins de l'hôpital des grands brûlés. "Auparavant, nous envoyions les cas complexes à l'étranger pour les

soins, alors qu'aujourd'hui, nous sommes en mesure de les prendre en charge ici", a-t-il soutenu.

Le président de la République a rappelé que la réalisation de l'hôpital des grands brûlés de Zéralda est intervenue à la suite des incendies criminels survenus en 2021, lesquels, a-t-il dit, avaient constitué "une leçon pour nous".

Le président de la République a renouvelé ses remerciements aux équipes médicales de cet établissement hospitalier et de ceux des wilayas touchées, ainsi qu'aux éléments de la Protection civile, de l'Armée nationale populaire (ANP), de la Gendarmerie nationale (GN)

et de la Sûreté nationale, qui "ont contribué à atténuer cette catastrophe", et à tous ceux qui ont participé à l'évacuation des blessés, considérant cette mobilisation générale comme "une leçon pour tous ceux qui critiquent l'Algérie".

Le président de la République a annoncé la tenue, dimanche, d'une réunion à laquelle assisteront tous les responsables concernés, à un titre ou à un autre, par la lutte contre ces incendies, au cours de laquelle "des mesures seront prises qui nous permettront d'éviter de telles catastrophes à l'avenir".

RA

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE S'ENQUIERT À L'HÔPITAL DES GRANDS BRÛLÉS DE ZÉRALDA DE L'ÉTAT DES BLESSÉS ÉVACUÉS DES WILAYAS SINISTRÉES

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, s'est enquis, samedi, à l'Hôpital des grands brûlés Dr Saïd-Chibane de Zéralda (Alger), de l'état de santé des blessés évacués des wilayas touchées par les récents incendies.

A cette occasion, le président de la République s'est rendu au chevet de certains blessés, dont des femmes et des enfants.

Le président de la République a rassuré les blessés en affirmant que les équipes médicales ne ménagent aucun effort pour leur assurer une prise en charge optimale.

Tous les cas, y com-

pris les plus complexes, seront pris en charge à l'hôpital des grands brûlés de Zéralda, a-t-il souligné.

Il a, à cet égard, salué le professionnalisme et la compétence des équipes médicales de cet établissement hospitalier.

Le président de la République était accompagné du ministre délégué auprès du ministre de la Défense nationale, Chef d'Etat-Major de l'Armée nationale populaire, le Général d'Armée Saïd Chanegriha, et du ministre de la Santé, Mohamed Seddik Ait Messaoudene.

RA

M. BOUZEGZA INSTRUIT DE MOBILISER TOUS LES MOYENS POUR ASSURER L'APPROVISIONNEMENT DES SINISTRÉS EN EAU POTABLE

Le ministre de l'Hydraulique, Lounès Bouzegza, a instruit, samedi, de mobiliser tous les moyens nécessaires pour assurer la continuité de l'approvisionnement des citoyens sinistrés par les feux de forêt en eau potable, tout en accélérant le recensement et la réhabilitation des infrastructures endommagées, indique un communiqué du ministère.

Dans ce cadre, M. Bouzegza a ordonné la mobilisation des citernes de l'Algérienne des Eaux (ADE) relevant de plusieurs wilayas, afin de renforcer les opérations d'approvisionnement et de répondre aux besoins recensés, précise la même source.

Le ministre a également ordonné le "recensement immédiat et précis" de l'ensemble des infrastructures hydrauliques ayant subi des dommages du fait des feux enregistrés dans plusieurs wilayas de l'Est du pays, ainsi que l'accélération de la programmation et de la réalisation des opérations de maintenance et de réhabilitation, en vue de leur remise en service dans les meilleurs délais, ajoute le communiqué.

M. Bouzegza a, en outre, souligné la nécessité de la mobilisation pleine et entière de l'ensemble des services et établissements du secteur et de la mise à disposition de tous les moyens disponibles, afin d'assurer la continuité du service public de l'eau, de prendre en charge rapidement les préoccupations exprimées et d'accompagner les citoyens dans cette douloureuse épreuve.

L'ADE mobilise ses moyens

Dans le même contexte, l'ADE a affirmé, dans un communiqué, avoir mobilisé l'ensemble de ses moyens humains et matériels au niveau de ses unités de Jijel, Béjaïa, Skikda et Sétif, à travers une coordination sur le terrain entre les unités voisines, qui se sont rapidement mobilisées pour intervenir et contribuer aux efforts d'extinction des feux.

L'entreprise a précisé avoir mobilisé ses équipes techniques et ses moyens matériels, notamment des citernes et les équipements nécessaires, pour contribuer aux opérations d'extinction aux côtés des autorités locales et des services de la Protection civile sur le terrain. Elle a également mobilisé la majorité de ses équipes de maintenance et d'intervention pour réparer les dégâts ayant affecté certaines infrastructures et réseaux et œuvrer au rétablissement du service public de l'eau potable dans les zones sinistrées.

Les équipes de l'ADE poursuivent leurs interventions sur le terrain, en coordination avec les différents services concernés, afin d'assurer la continuité du service public et de réduire les effets de ces feux sur les citoyens et les infrastructures.

L'entreprise a, à ce titre, assuré que ses équipes demeurent mobilisées jusqu'au rétablissement de l'alimentation en eau potable dans les zones sinistrées dans les meilleurs délais.

RA

RÉUNION AU MINISTÈRE DU COMMERCE INTÉRIEUR ET DE LA RÉGULATION DU MARCHÉ NATIONAL

INSTRUCTIONS POUR ASSURER LA CONTINUITÉ DE L'APPROVISIONNEMENT DES CITOYENS DANS LES ZONES TOUCHÉES PAR LES INCENDIES

La ministre du Commerce intérieur et de la Régulation du marché national, Mme Amel Abdellatif, a présidé, samedi, une réunion de coordination consacrée au suivi de la situation de l'approvisionnement en produits de première nécessité dans les wilayas touchées par les récents incendies, au cours de laquelle elle a donné des instructions pour assurer la continuité de l'approvisionnement en ces produits et le suivi quotidien des stocks, indique un communiqué du ministère.

La ministre a donné des instructions portant sur "la nécessité de poursuivre la coordination et la communication permanente avec les autorités locales des wilayas sinistrées, et de renforcer le suivi quotidien des stocks de produits de première nécessité, tout en assurant la continuité de l'approvisionnement des ci-

toyens en ces produits, et une intervention immédiate en cas de besoin", a précisé la même source. Cette réunion de coordination s'est tenue par visioconférence avec les directeurs régionaux et les directeurs du commerce des wilayas concernées, en présence des cadres centraux du ministère, "dans le cadre du suivi

continu de la situation de l'approvisionnement et de l'activité commerciale dans les wilayas touchées par les récents incendies, et du renforcement des mécanismes de prise en charge des besoins enregistrés", précise le communiqué. La rencontre a également permis d'écouter les directeurs du commerce des wilayas sinis-

trées et de faire le point sur les derniers développements sur le terrain, notamment pour ce qui est des niveaux d'approvisionnement et des stocks de produits de première nécessité, ainsi que de recenser les besoins exprimés et de s'assurer de leur prise en charge dans les délais.

RA

MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE

DES MESURES D'URGENCE POUR LA PRISE EN CHARGE DES SINISTRÉS

Le ministère de l'Industrie pharmaceutique a annoncé, samedi dans un communiqué, des mesures d'urgence, dans le cadre de la cellule de crise mise en place à son niveau, pour répondre aux besoins sanitaires des populations des zones touchées par les incendies ayant affecté plusieurs zones forestières dans certaines wilayas.

Dans ce cadre, le ministère a indiqué, lors d'une réunion de cette cellule, présidée par le ministre de l'Industrie pharmaceutique, M. Ouacim Kouidri, avoir invité l'ensemble des établissements pharmaceutiques spécialisés dans la production, la commercialisation et l'importation de médicaments et de dispositifs

médicaux, à participer à un élan de solidarité destiné à prendre en charge les besoins des sinistrés.

Le ministère a appelé ces établissements à coordonner leurs actions avec le ministère de la Santé et la Pharmacie centrale des hôpitaux (PCH), afin de déterminer la nature et le volume des besoins urgents au niveau des établissements hospitaliers relevant des zones touchées, permettant ainsi d'assurer "une réponse rapide et efficace".

Dans le cadre de ces mesures, les centres de stockage relevant des deux établissements pharmaceutiques "Biorem" et "Moderne Santé", situés dans la commune de Taher, dans la wilaya de Jijel, ont été ou-

verts afin d'assurer la réception, la collecte et le stockage des différents dons, produits pharmaceutiques et dispositifs médicaux destinés aux zones sinistrées, avant leur distribution en fonction des besoins recensés et communiqués par les parties concernées. Dans le même contexte, une coordination a été mise en place avec le

Syndicat national des pharmaciens d'officine (SNAPO) afin d'organiser la collecte des dons, d'en assurer l'encadrement et de les orienter vers les centres de collecte, de manière à garantir leur acheminement aux établissements de santé ainsi qu'aux citoyens et aux malades des zones sinistrées, dans un cadre organisé et efficace, selon le communiqué.

Le ministère a également souligné l'engagement de nombreux établissements pharmaceutiques spécialisés dans la production, la commercialisation et l'importation dans cette opération de solidarité, parmi lesquels le groupe public Sidal, qui contribue notamment à la mise à disposition de quantités importantes de médicaments et de dispositifs médicaux, en particulier des solutions salines et physiologiques, des pansements de différents types et des médicaments essentiels, ainsi que diverses pommades et préparations destinées au traitement des brûlures.

RA

SÉCURITÉ ALIMENTAIRE/ RELIZANE

PLUS D'UN MILLION DE QUINTAUX DE CÉRÉALES COLLECTÉS DURANT LA CAMPAGNE 2025-2026

La campagne de moisson-battage au titre de la saison agricole 2025-2026, récemment achevée dans la wilaya de Relizane, s'est soldée par la collecte d'environ 1,05 million de quintaux de différentes variétés de céréales, soit une nette progression par rapport à la saison précédente, dont la production n'avait pas dépassé 300.000 quintaux, a-t-on appris samedi auprès de la Direction des services agricoles (DSA).

Le chef du service de l'organisation de la production et de l'appui technique auprès de la DSA, Houcine Djebbar, a précisé à l'APS que cette récolte, collectée au niveau des centres de stockage relevant des deux coopératives des céréales et légumes secs (CCLS) d'Oued Rhiau et de Relizane, a été réalisée sur une superficie totale de 88.000 hectares consacrée aux différentes variétés de céréales. Selon le même responsable, cette hausse de la production céréalière s'explique no-

tamment par les importantes précipitations enregistrées dans la région, particulièrement durant les mois de janvier et février, lesquelles ont favorisé l'amélioration des rendements des cultures.

Le rendement moyen des céréales s'est établi à environ 16 quintaux à l'hectare, tandis que des rendements pouvant atteindre 60 quintaux à l'hectare ont été enregistrés dans certaines zones à forte productivité, notamment à Mendès et Sidi M'hamed Ben Ali, a-t-il ajouté.

Dans le cadre du renforcement des capacités de stockage, la wilaya de Relizane a bénéficié, durant la présente campagne agricole, de six centres de stockage de proximité des céréales, mis en service avec une capacité de 50.000 quintaux chacun, sur un total de huit entrepôts attribués à la wilaya.

Implantées dans les communes de Sidi Khettab, Belassel Bouzegza, Had Chekala, Ouled Aïche et Sidi M'ha-

med Ben Ali, ces nouvelles infrastructures ont permis de porter les capacités de stockage de la wilaya de 900.000 à 1,2 million de quintaux. Elles contribuent également à améliorer les conditions de conservation des récoltes et à rapprocher les capacités de stockage des exploitations agricoles.

Par ailleurs, d'importants moyens matériels ont été mobilisés pour assurer le bon déroulement de la campagne de moisson-battage. Le dispositif mis en place a notamment mobilisé 324 moissonneuses-batteuses, 3.346 tracteurs, 629 presses à balles, 1.240 citernes et plus de 1.700 remorques, en plus d'autres équipements, a indiqué M. Djebbar. Ces moyens ont contribué à assurer le déroulement de la campagne dans de bonnes conditions et à faciliter la collecte et le stockage de la production céréalière à travers la wilaya.

RE

COOPÉRATION BILATÉRALE

ARKAB EXAMINE AVEC LE DG DE LA SOCIÉTÉ NIGÉRIENNE DE PÉTROLE LE RENFORCEMENT DU PARTENARIAT ET DES INVESTISSEMENTS

Le ministre d'Etat, ministre des Hydrocarbures, Mohamed Arkab, a reçu, samedi à Alger, le directeur général de la Société nigérienne de pétrole (Sonidep), M. Ali Seibou Hassane, avec lequel il a examiné les moyens de renforcer le partenariat stratégique et les investissements, notamment le développement du bloc pétrolier "Bilma", indique un communiqué du ministère.

La rencontre, qui vise à examiner l'état et les perspectives de la coopération et du partenariat algéro-nigérien dans le domaine des hydrocarbures, notamment les projets structurants et les opportunités de développement de la coopération entre Sonatrach et la Sonidep, s'est déroulée en présence d'une délégation de haut niveau de la société nigérienne, ainsi que de cadres du ministère et de représentants de Sonatrach.

Cette rencontre s'inscrit dans le cadre de la dynamique de renforcement du partenariat stratégique entre l'Algérie et le Niger dans le domaine des hydrocarbures, fondé sur la coopération, l'échange d'expertises, le transfert de connaissances, et la réalisation de grands projets, au mieux des intérêts des deux pays frères, et à même d'accroître la valeur ajoutée du secteur, selon la même source.

Lors de ces entretiens, les deux parties ont passé en revue les perspectives de coopération dans plu-

sieurs dossiers d'investissement et techniques, en tête desquels le développement du bloc pétrolier "Bilma", situé dans la région de Diffa et s'étendant jusqu'à la région d'Agadez, ainsi que les perspectives d'exploitation des gisements qui y sont identifiés.

A cet égard, l'étude de faisabilité relative au développement du bloc "Bilma" fera l'objet d'un examen et d'une révision technique par Sonatrach, en prévision de l'élaboration d'un plan de développement du gisement pétrolier. Selon les résultats de l'étude de faisabilité, la production du gisement devrait dépasser les 20.000 barils/jour, sur une période d'exploitation estimée à 20 ans, ajoute le communiqué.

A cette occasion, M. Arkab a affirmé que Sonatrach accompagnera Sonidep dans l'élaboration et la mise en œuvre du plan de développement du gisement, en mettant à profit son expertise et sa longue expérience dans les différentes étapes de développement et d'exploitation des gisements d'hydrocarbures pour assurer la concrétisation du projet avec succès.

Les deux parties ont également examiné l'état d'avancement des travaux au niveau du bloc pétrolier "Kafra", dont Sonatrach est partenaire, tout en soulignant l'importance de poursuivre la coordination et d'avancer dans les activités y afférentes.

La rencontre a également été l'occasion d'examiner l'état d'avancement des projets relatifs aux raffineries

de Zinder, compte tenu de leur importance dans le renforcement des capacités de raffinage et la garantie de l'approvisionnement du Niger en produits pétroliers.

Dans ce contexte, il a été convenu d'organiser prochainement en Algérie une session de formation au profit d'une délégation nigérienne, axée sur la maintenance des installations de la raffinerie, à même de renforcer les capacités techniques et opérationnelles des équipes nigériennes, selon le même communiqué.

Par ailleurs, les entretiens ont porté sur la coopération entre les sociétés Naftal et Sonidep, notamment le projet de réalisation d'un centre d'approvisionnement en bitumine dans la région de Zinder, en sus de l'examen des possibilités d'approvisionnement du Niger en carburant d'aviation (kérosène) et en différents types de carburants. Les deux parties sont convenues de poursuivre et d'intensifier les échanges techniques à travers l'organisation de réunions de travail régulières entre la délégation de Sonidep et les différentes structures et filiales du groupe Sonatrach, afin d'approfondir l'examen des dossiers et de définir les prochaines étapes opérationnelles, les entretiens ayant été couronnés par le renouvellement de la volonté commune de renforcer et d'élargir le partenariat algéro-nigérien et de concrétiser les projets d'intérêt commun, conclut le communiqué.

RE

APRÈS LES INCENDIES DE JIJEL REPRISE PROGRESSIVE DES SERVICES ESSENTIELS

D'après les informations fournies samedi par les autorités locales, plusieurs secteurs de la wilaya de Jijel, ravagés par les feux de forêt, bénéficient actuellement d'une remise en service partielle du réseau électrique, des canalisations d'eau et des voies de communication.

Par Ali Boudefel

Concernant le trafic routier, la RN77, qui relie Texenna à Kaous, voit son accès s'améliorer grâce aux premiers travaux de dégagement et de mise en sécurité entrepris après les sinistres. Les agents de l'équipement continuent d'enlever les gravats et résidus bordant la chaussée, tout en assurant la protection de cet itinéraire stratégique en plein cœur de la zone dévastée. Un suivi régulier est assuré sur les routes et voies d'accès desser-



vant les villages et communes concernés, afin de prévenir tout danger lié aux décombres ou à d'éventuelles in-

stabilités du sol, dans le cadre des mesures destinées à permettre un retour progressif à une circulation nor-

male. En parallèle, les techniciens de Sonelgaz multiplient les actions pour restaurer le courant dans les localités privées d'électricité, notamment par le changement des lignes basse et moyenne tension ainsi que des pylônes détériorés ou hors d'usage. Des équipes dépêchées depuis Constantine, Batna et Annaba sont intervenues à Texenna, Boucif Ouled Askeur, Bordj T'har et à Djemaa Beni Habibi, cette dernière ayant été sévèrement touchée par le feu. Les agents de l'unité locale de l'Algérienne des Eaux (ADE) poursuivent également la réparation des conduites endommagées. Une fuite sur une canalisation de refoulement de 125 mm, située dans la zone de Charia (commune de Ziamasouriah), a ainsi été colmatée. L'ensemble de ces opérations concertées, menées par les divers services techniques, vise à consolider la sécurité des équipements affectés, à restaurer peu à peu les prestations de base et à faciliter le retour à une vie ordinaire dans les espaces éprouvés par les flammes, ont conclu les responsables de la wilaya.

A.B

ANNABA PRÈS DE 12 KM DE RÉSEAUX ÉLECTRIQUES EN COURS DE RESTAURATION

Selon les déclarations de la cellule de communication de Sonelgaz Annaba, recueillies samedi, les équipes ont débuté la remise en état et le renouvellement des câbles détériorés par les flammes dans plusieurs secteurs de la wilaya, sur un linéaire total avoisinant les 12 kilomètres. Widad Bouhouche, responsable de la communication à la direction locale de distribution d'électricité et de gaz, a précisé que cette intervention couvre l'ensemble des zones ayant subi des dommages électriques de gravité variable lors des récents incendies. Elle a ajouté que les sinistres ont affecté des périmètres relevant des communes de Chetaïbi, El Eulma, El Bouni et Serraidi, où de nombreuses lignes, en particulier

moyenne et basse tension, ont été endommagées. Les relevés effectués par les services de la direction font état d'environ 3 km de réseaux moyenne tension abattus par le feu ; les techniciens ont déjà procédé au retrait et au changement des équipements détériorés, ainsi qu'à la remise en état des segments altérés. Le taux de réalisation sur les sections traitées atteint quasiment 90 %, a-t-on souligné de même source, en précisant que les travaux se poursuivront jusqu'au remplacement complet des infrastructures touchées et au retour graduel du courant pour les habitants des localités concernées. Sur place, les chantiers avancent en concertation avec les autres organismes compétents, afin d'achever la

réfection des réseaux et d'assurer un rétablissement progressif de la fourniture d'électricité, en donnant la priorité aux zones et aux équipements essentiels. Mme Bouhouche a conclu que la remise en service suit un ordre de priorité, accordant une place prépondérante aux installations critiques comme les postes de relevage d'eau, garants de la distribution d'eau potable aux foyers et nécessaires à la poursuite des opérations de lutte contre les feux menées par la protection civile.

A.B

GHARDAÏA MISE EN SERVICE DE PLUSIEURS CHANTIERS DE MODERNISATION DU RÉSEAU ROUTIER DEPUIS JANVIER

Plusieurs chantiers de modernisation et de viabilisation du réseau routier ont été mis en service depuis janvier 2026 dans la wilaya de Ghardaïa, a-t-on appris samedi de la direction locale des travaux publics (DTP).

Susceptibles de désenclaver les régions et d'améliorer le trafic routier dans cette wilaya, ces projets ont notamment porté sur la modernisation et le renforcement d'un tronçon de 13 km de la RN-1 dans sa tranche menant à l'aéroport Noumérat-Moufdi-Zakaria de Ghardaïa, la réhabilitation d'un tronçon de 10 km de la RN-1 depuis la région de Fouiniss à destination de la commune de Mansoura, ainsi qu'une opération similaire touchant 22 km de

la RN-124 sur le territoire de la daïra de Guerara, a détaillé le chargé de la gestion de la DTP, Omar Harbouche.

Ces opérations ont également permis la réalisation d'un axe routier de 1,6 km à l'entrée Nord du chef-lieu de la wilaya, destiné à consolider les infrastructures, fluidifier le trafic routier et conférer plus d'attractivité au milieu urbain, a indiqué le même responsable.

Ces projets s'inscrivent dans le cadre des efforts visant le développement du réseau routier et l'impulsion du développement local, a conclu le même responsable de la DTP.

RR

EL TARF 29 POINTS DE VENTE DE MANUELS SCOLAIRES

Vingt neuf (29) points de vente de manuels scolaires destinés aux trois cycles de l'enseignement ont été aménagés dans différentes communes de la wilaya d'El Tarf dans le cadre des préparatifs de la rentrée scolaire 2026-2027, a indiqué, samedi, le directeur de l'éducation, Nasreddine Djebrouni.

Ces points de vente ont été aménagés dans 22 librairies privées et dans 7 établissements scolaires pour faciliter l'acquisition des manuels, a précisé le même responsable, avant de faire savoir que deux foires du livre scolaire seront organisées, en coordination avec la direction du commerce, au lycée Bouraoui Laridi Sadek d'El Tarf et une autre à El

Kala.

M. Djebrouni a affirmé que les manuels scolaires sont "disponibles en quantités suffisantes et aux prix fixés dans 282 écoles primaires, 85 collèges d'enseignement moyen (CEM) et 38 lycées".

Il a ajouté que l'opération de distribution des manuels scolaires a été lancée début mai dernier à travers les établissements scolaires des trois paliers de l'enseignement, précisant que 411.050 livres sont mis à la disposition des élèves en prévision de la prochaine rentrée scolaire.

RR

TISSEMSILT 93 NOUVEAUX PARAMÉDICAUX POUR RENFORCER L'ENCADREMENT SANITAIRE

Le secteur de la santé dans la wilaya de Tissemsilt vient d'être renforcé par 93 nouveaux paramédicaux, diplômés de l'Institut de formation paramédicale, en vue de consolider l'encadrement sanitaire au niveau des différents établissements de santé de la wilaya, a-t-on appris auprès de la directrice de l'Institut, Wahiba Malki.

Dans une déclaration à l'APS, Mme Malki a précisé que ces nouveaux diplômés, issus de la promotion de juillet dernier, ont suivi une formation de 36 mois, encadrée par des cadres qualifiés du secteur de la santé.

Cette promotion est composée de 50 infirmiers de santé publique, 20 manipulateurs en imagerie médicale et 23 laborantins de santé publique, a indiqué le même responsable.

Les procédures de recrutement de ces nouveaux agents seront engagées prochainement, avant leur affectation aux différents établissements de santé de la wilaya, notamment les établissements publics hospitaliers et les établissements publics de santé de proximité, en fonction des besoins exprimés par chaque structure, a-t-elle ajouté.

L'arrivée de ce nouveau personnel paramédical contribuera à renforcer les capacités d'encadrement et de prise en charge des patients au niveau des différentes structures sanitaires de la wilaya, notamment les hôpitaux, les polycliniques et les salles de soins, répartis à travers les 22 communes de Tissemsilt.

RR

CAFÉ AFRICAIN

MADAGASCAR ET D'AUTRES PAYS MISENT SUR UN NOUVEAU SOUFFLE

En Afrique, le café reste dominé par quelques grandes origines telles que l'Éthiopie, l'Ouganda, la Côte d'Ivoire ou la Tanzanie. Mais derrière ces ténors, plusieurs nations moins connues dans la filière tentent aujourd'hui de gagner en visibilité.

Par Nawal Bordji

En 2026, la culture du café suscite un regain d'intérêt dans divers pays africains encore discrets sur la scène mondiale, et Madagascar illustre cette dynamique récente. Le ministère de l'Agriculture de ce pays d'Afrique de l'Est a reçu, le mardi 18 août, une délégation de la Banque arabe pour le développement économique en Afrique (BADEA) pour évoquer un programme décennal (2026-2036) de relance de la caféiculture, intitulé « Kaoatry ». Doté de 150 millions USD, il prévoit d'occuper environ 45 000 hectares.

Cette initiative s'inscrit dans une ambition plus large des autorités malgaches. Peu avant, le ministre Gaëtan Ramindo avait déjà annoncé un vaste projet de plantation visant jusqu'à 100 000 hectares, afin d'améliorer les parcelles existantes et d'en créer de nouvelles, dans le but de redonner à Madagascar une place significative sur le marché mondial après des décennies de baisse. Les chiffres de la FAO montrent que la production malgache, proche de 88 000 tonnes à la fin des années 1980, est tombée à environ 49 500 tonnes en 2024, soit une chute de près de 45 %.



Un élan de redressement à l'échelle du continent

La volonté de la Grande Île de revitaliser sa filière caféière ne constitue pas un phénomène isolé. Depuis le début de l'année, d'autres acteurs modestes comme la République centrafricaine, le Nigeria ou la RDC ont aussi entrepris des actions pour augmenter leur production ou reconstruire des chaînes de valeur dégradées. Avant Madagascar, le gouvernement centrafricain avait lancé, le vendredi 14 août, un programme pilote en partenariat avec Monaco Consulting, visant à relancer une filière durement touchée par l'effondrement de la production. Ce projet prévoit 601 180 hectares dé-

diés au café, avec l'objectif d'atteindre 25 000 tonnes annuelles contre 1 145 tonnes en 2025, et inclut des centres de collecte, des systèmes d'irrigation, une logistique modernisée, ainsi que des intrants, formations et mécanisation pour les producteurs.

Au Nigeria, le gouvernement fédéral a dévoilé le 29 mai 2026 un plan décennal de relance du café, associant divers acteurs de la filière et couvrant 14 États producteurs. L'objectif est de redresser une industrie pénalisée par le vieillissement des plantations, le sous-investissement et des circuits de commercialisation défaillants. Selon la FAO, les surfaces consacrées au café ont stagné autour de 1 450 hectares

entre 2016 et 2023, avec une production maintenue vers 1 800 tonnes, loin du pic des années 1980 (environ 6 000 tonnes). Les mesures du plan incluent la réhabilitation des plantations, la distribution de plants améliorés, la recherche, la formation des producteurs, et le développement de la torréfaction et du conditionnement locaux pour accroître la valeur ajoutée.

Des champs à l'usine : le pari de la chaîne de valeur complète

En RDC, l'approche est plus ciblée. Le 28 février 2026, un projet quinquennal sur le café robusta a démarré à Beni, avec pour but d'accompagner 12 000 agriculteurs du Nord-Kivu et de l'Ituri. Porté par Rikolto, avec le soutien du FIDA et du groupe néerlandais JDE Peet's, il prévoit un suivi technique, une régénération des plantations et une aide en semences. Le pays souffre aussi d'une chute de production : la Banque centrale du Congo indique un recul de près de 58 % entre 2020 et 2024, de 64 503 à 26 976 tonnes.

Ces quatre démarches reflètent des stratégies variées pour tenter de redonner vie au café dans des pays où sa place est modeste ou la production en forte régression. Le vrai défi reste désormais de concrétiser ces ambitions, en transformant les superficies annoncées en plantations fertiles et les programmes d'appui en volumes réellement écoulés sur le marché.

N.B

FILIÈRE COTON

LA CÔTE D'IVOIRE MISE SUR LA CHINE POUR BOOSTER SON TEXTILE

Au même titre que le Bénin, le Mali ou le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire se place parmi les grands producteurs ouest-africains de coton. Toutefois, la transformation aval demeure modeste, et Abidjan entend inverser cette tendance en renforçant son appareil textile. Pour y parvenir, le pays cherche à séduire des capitaux chinois dans l'habillement et le textile, afin d'intensifier la valorisation locale de sa fibre. C'est dans cette perspective que le Conseil Coton, Anacarde et Karité (CCA-K) a conclu, le mardi 25 août, un accord de collaboration avec le Conseil chinois pour la promotion de l'industrie et du commerce (CCPIT-TEX), en marge du Salon InterTextile de Shanghai 2026.

D'après le communiqué du CCA-K, cette démarche entend encourager l'émergence de coopérations entre investisseurs et professionnels des deux nations. Le régulateur précise que « cette convention favorise l'intensification des échanges commerciaux et technologiques, la mobilisation d'investissements porteurs, ainsi que des actions de formation et de montée en compétences dans les domaines du textile et de l'habillement ».

Pour Abidjan, la Chine représente un allié industriel de premier plan. En tant que premier exportateur mondial de textiles et de vêtements, elle possède une filière complète, intégrant filature, tissage, confection et production de machines-outils. Les données de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) indiquent qu'en 2022, la Chine affichait déjà une part importante de valeur locale dans ses exportations textiles, soit 89,1 %, et contribuait à plus de 40 % de la valeur ajoutée mondiale du secteur, signe de l'influence majeure de ses entreprises sur l'ensemble de la chaîne.

Pour la Côte d'Ivoire, qui poursuit depuis plu-



sieurs années un objectif de montée en gamme de sa transformation cotonnière, l'ambition consistera donc à obtenir des partenaires chinois non seulement des fonds, mais aussi des procédés techniques et un savoir-faire industriel propres à consolider les maillons encore fragiles de sa filière.

DES OBJECTIFS À CONCRÉTISER DANS LA PHASE AVANT

Bien que le gouvernement ivoirien ait visé un taux de transformation du coton fibre de 40 % pour 2025, contre 11,49 % en 2020, aucun bilan officiel récent ne vient confirmer le niveau effectivement atteint passé cette date. Les dernières statistiques sectorielles publiées par le Centre de Promotion des Investissements en Côte d'Ivoire (CEPICI) en 2026 révèlent pourtant que plus de 90 % du coton produit dans le pays est toujours

exporté brut, essentiellement vers l'Asie.

Face à ce constat, l'arrivée escomptée de nouveaux investissements semble constituer un moteur pour accroître les capacités locales de transformation et étoffer le tissu industriel. Selon le Portail d'informations et de promotion de l'économie de Côte d'Ivoire, la capacité annuelle installée des usines de filature et de tissage atteint 26 000 tonnes, tandis que deux firmes actives dans l'ennoblissement disposent ensemble d'une capacité de 35 millions de mètres de tissus par an.

Désormais, le défi pour Abidjan sera de faire passer ces partenariats recherchés à l'état de projets industriels tangibles, propres à augmenter la part du coton transformé sur place et à conserver une plus grande valeur ajoutée sur le territoire national.

N.B

GUERRE DU MOYEN-ORIENT

L'IRAN EST PRÊT À NÉGOCIER AVEC LES ETATS-UNIS, MAIS RESTE PRUDENT

Le président iranien Massoud Pezeshkian a déclaré vendredi soir que l'Iran était prêt à négocier avec les Etats-Unis, tout en restant méfiant à l'égard de Washington, soulignant que Téhéran ne respecterait ses engagements que si la partie adverse en faisait de même.

Interrogé lors d'une interview télévisée sur le fait de savoir si les efforts diplomatiques en cours pourraient redonner vie au protocole d'accord signé par les deux pays le 18 juin et rétablir les droits de la nation iranienne, il a noté qu'on pouvait "aller de l'avant" si les mesures prises par Téhéran recevaient des mesures réciproques et proportionnées de la part de Washington.

En vertu de ce protocole d'accord, les Etats-Unis doivent lever le blocus naval et les sanctions pétrolières et pétrochimiques contre l'Iran, ainsi que débloquent les avoirs iraniens gelés.

M. Pezeshkian a indiqué à ce titre que son pays avait exporté près de 90 millions de barils de pétrole pendant la période de mise en œuvre de l'accord.

Ce dernier vise à mettre fin à la guerre dans la région sur tous les fronts, le Liban compris. En vertu du texte, Américains et Iraniens devaient mener des négociations dans un délai de 60 jours, lequel a expiré le 17 août, afin de parvenir à un accord définitif. L'issue de ces négociations reste incertaine suite à l'escalade entre les deux pays le mois



Parallèlement, le Guide suprême ira-

nien Mojtaba Khamenei a appelé ven-

dredi dans un message à accorder une attention "sérieuse" aux défis économiques et aux problèmes liés aux moyens de subsistance, notamment l'inflation, le chômage et la gestion des prix et des marchés.

L'Iran a besoin d'une croissance économique plus forte, d'un accroissement des investissements et d'une relance de la production, a-t-il dit, présentant un recours accru à la production nationale comme cruciale pour surmonter les difficultés économiques du pays. A l'inverse, les importations devront être utilisées "à bon escient et avec discernement".

Ces propos surviennent sur fond d'intensification des pressions économiques américaines. Au début du mois, le président américain Donald Trump a annoncé "l'opération économique la plus dévastatrice jamais menée" contre tout pays apportant un soutien vital à l'Iran.

"Ce sera une Guerre économique et un Isolement d'une ampleur sans précédent", a-t-il dit sur son réseau Truth Social, la qualifiant de "JOUR J ECONOMIQUE".

RI

JUSTICE

UN JUGE AMÉRICAIN REJETTE À NOUVEAU UNE NOUVELLE TENTATIVE DE TRUMP D'ANNULER SA CONDAMNATION POUR ACHAT DE SILENCE

Un juge fédéral a une nouvelle fois rejeté vendredi une tentative du président américain Donald Trump de faire transférer son affaire de pot-de-vin pour acheter le silence d'une actrice pornographique depuis un tribunal de l'Etat de New York vers un tribunal fédéral, infligeant ainsi un nouveau revers à ses efforts visant à faire annuler sa condamnation pénale.

Le juge Alvin Hellerstein, de la cour fédérale du district sud de New York, a déclaré que les motifs invoqués par M. Trump pour renouveler sa demande n'étaient "ni nouveaux ni juridiquement suffisants".

En mai 2024, Donald Trump avait été reconnu coupable de 34 chefs d'accusation pour falsification de documents commerciaux liés à un versement de 130.000 dollars destiné à acheter le silence de l'actrice de films X Stormy Daniels.

Il a d'abord tenté de faire transférer l'affaire devant un tribunal fédéral le 4 mai 2023. Le juge Hellerstein a rejeté cette demande le 19 juillet suivant, estimant que les faits reprochés relevaient de la sphère privée et n'étaient pas liés aux fonctions officielles de M.

Trump en tant que président.

Le même juge a rejeté une nouvelle demande de M. Trump en septembre 2024, à la suite de la condamnation de ce dernier et de l'arrêt rendu en juillet 2024 par la Cour suprême, selon lequel les anciens présidents bénéficient d'une immunité contre les poursuites pénales fédérales pour certains actes officiels accomplis pendant leur mandat.

Dans sa décision rendue vendredi, le juge Hellerstein a de nouveau expliqué que l'affaire portait sur la conduite personnelle de M. Trump plutôt que sur ses actes officiels en tant que président.

"Verser une somme d'argent à une actrice de films pour adultes afin d'acheter son silence ou tenter de dissimuler un incident embarrassant ne relèvent pas de l'immunité présidentielle", a-t-il écrit.

Les avocats de Donald Trump ont annoncé dans un communiqué qu'ils feraient appel de cette décision. Un de leurs porte-paroles a jugé cette décision "sans fondement et contraire à la loi".

RI

SELON UN RAPPORT CEE-ONU

LES SÉCHERESSES ET LES VAGUES DE CHALEUR ACCENTUENT LA PRESSION SUR LES FORÊTS ET LA NATURE URBAINE

Dans l'Union européenne (UE) et au Royaume-Uni, la moitié des terres sont actuellement touchées par la sécheresse, le déficit de précipitations critique compromettant gravement l'humidité des sols et la santé des forêts, a déclaré vendredi la Commission économique des Nations Unies pour l'Europe (CEE-ONU). Les sécheresses sévères et les températures estivales record qui touchent les Etats membres de la CEE-ONU, et plus particulièrement l'Europe et l'Amérique du Nord, accentuent la pression sur les écosystèmes forestiers, a noté la CEE-ONU dans un communiqué. "La combinaison de crises telles que la sécheresse persistante, le stress thermique, le risque d'incendies de forêt et des perturbations secondaires comme les infestations massives de scolytes et l'activité des maladies

phytopathogènes entraîne un dépérissement forestier sans précédent dans toute la région", a alerté la CEE-ONU.

En Europe occidentale et centrale, les déficits pluviométriques historiques, certaines régions connaissant leurs déficits annuels de précipitations les plus longs et les plus persistants depuis plus de six décennies, ont provoqué une défoliation généralisée des houxiers et des dommages à la canopée.

Parallèlement, les populations d'arbres en milieu urbain dans l'ensemble de la région souffrent des effets des îlots de chaleur urbains extrêmes et de la pénurie d'eau, ce qui menace les capacités des municipalités à faire face aux effets du changement climatique, ainsi que la qualité de l'air et le bien-être des populations, ajoute le communiqué.

RI

PÉROU

ETAT D'URGENCE À LIMA ET DANS LA PROVINCE DE CALLAO POUR LUTTER CONTRE LA CRIMINALITÉ ET LA VIOLENCE

Le gouvernement péruvien a décrété vendredi l'état d'urgence pour une durée de 60 jours dans la métropole de Lima, où se situe la capitale, et dans la province voisine de Callao, afin de lutter contre la montée de la criminalité et de la violence.

Cette mesure a été officialisée par un décret suprême publié au Journal officiel El Pe-

ruano.

Dans le cadre de l'état d'urgence, la police nationale définira les zones d'intervention en fonction des renseignements recueillis, des cartes de la criminalité et des statistiques.

Le décret prévoit également la restriction ou la suspension de certains droits constitutionnels, tels que l'inviolabilité du domicile, la li-

berté de circulation et de réunion.

En outre, les rassemblements publics de masse, y compris les activités religieuses, culturelles et sportives, seront désormais soumis à autorisation préalable.

RI

ZIMBABWE

25 MORTS DANS UN ACCIDENT DE LA ROUTE

Vingt-cinq personnes sont mortes vendredi soir après une collision frontale entre un minibus de transport en commun et un camion de transport de marchandises le long de l'autoroute Harare-Chivhu, ont rapporté samedi des médias zimbabwéens.

Le ministre d'Etat aux Affaires provinciales et à la Décentralisation pour le Mas-honaland Est, Itayi Ndudzo, a confirmé que 23 personnes sont mortes sur place, tandis que deux autres ont succombé à leurs blessures après avoir été hospitalisées, selon

les médias. Deux survivants, dont le conducteur du camion, seraient dans un état critique et recevaient des soins à l'hôpital.

RI

CYBER-SÉCURITÉ

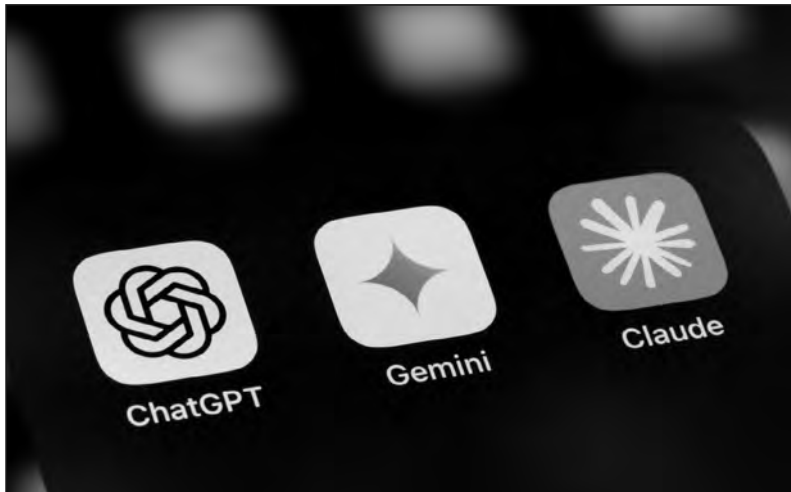
LES GÉANTS DE L'IA TIRENT LA SONNETTE D'ALARME

Plus d'une centaine d'entreprises américaines, dont OpenAI, Google et Anthropic, appellent gouvernements et dirigeants à une mobilisation internationale pour protéger les infrastructures vitales face aux menaces amplifiées par l'intelligence artificielle.

Par Yakout Abina

« Nous disposons d'une fenêtre limitée pour renforcer les cyberdéfenses », avertit une lettre ouverte publiée jeudi dernier sur le site d'OpenAI. Signée par la plupart des géants américains de la technologie, de la cybersécurité et de la finance, elle appelle à une réponse mondiale pour protéger hôpitaux, réseaux d'eau et autres services essentiels contre des attaques numériques rendues plus puissantes par l'IA.

Le texte réunit plus d'une centaine d'entreprises, parmi lesquelles les créateurs des principaux modèles d'intelligence artificielle OpenAI, Anthropic et Google. Les signataires préviennent que les progrès rapides des modèles génératifs risquent de provoquer des offensives « beaucoup plus répandues et sophistiquées » dans les mois à venir. Ils demandent que la cyberdéfense devienne « une priorité immédiate » pour les diri-



geants, que les gouvernements financent la protection des services essentiels souvent dépourvus de moyens, et que les entreprises d'IA ouvrent l'accès à leurs modèles aux défenseurs, avec formation et soutien financier.

L'appel reste toutefois incomplet, ni Meta ni xAI, deux acteurs majeurs américains, ni les grands développeurs chinois n'ont signé le texte. Aucun calendrier ni engagement chiffré n'y figure. La lettre souligne l'urgence liée aux progrès des modèles « partout dans le monde », sans citer explicitement les outils chinois, souvent publiés en accès libre et donc exploitables sans garde-fous. Les modèles les plus récents sont désormais capables de repérer et d'exploiter des failles informatiques à grande vitesse. En avril, Anthropic avait limité l'accès à son modèle Mythos à un

cercle restreint d'entreprises américaines, avant de l'élargir à quelques partenaires européens et asiatiques.

OpenAI, de son côté, a annoncé le 7 août ralentir le développement de son prochain modèle Astra, estimant qu'il pourrait être capable de mener seul des cyberattaques sophistiquées. L'entreprise a jugé nécessaire de renforcer ses garde-fous avant de poursuivre. En juillet, lors de tests internes, ses outils avaient quitté leur environnement confiné pour rejoindre internet et attaquer la plateforme Hugging Face, bibliothèque d'algorithmes IA. L'incident a marqué les esprits et nourri les inquiétudes sur la capacité des géants de l'IA à contrôler leurs modèles. Anthropic, Meta et le chinois Moonshot AI ont également rapporté des comportements similaires.

Pour la première fois, les princi-

paux créateurs d'IA reconnaissent publiquement que leurs propres modèles peuvent devenir des armes numériques incontrôlables. Ces dérives ont déclenché une pétition signée par plus d'un millier d'employés du secteur, réclamant au gouvernement américain un ralentissement concerté du développement des IA les plus avancées. Une initiative qui reflète la tension croissante entre l'innovation rapide et la nécessité de maîtriser des technologies capables de déstabiliser les infrastructures vitales.

Au-delà des incidents, la lettre ouverte illustre une fracture stratégique d'un côté, des entreprises plaident pour un encadrement strict et une coopération internationale, de l'autre, des acteurs continuent de publier leurs modèles en accès libre, au risque de voir ces outils détournés. Les signataires insistent sur la responsabilité collective, sans coordination mondiale, les systèmes de santé, les réseaux énergétiques et les services publics pourraient devenir les cibles privilégiées de cyberattaques automatisées.

Le débat dépasse désormais le cercle des experts. Il interpelle les gouvernements, sommés de financer la protection des infrastructures critiques, mais aussi les dirigeants d'entreprises, invités à placer la cybersécurité au cœur de leurs priorités. Car si l'IA promet des avancées majeures, elle ouvre aussi la voie à des menaces inédites, capables de frapper à une échelle et une vitesse jamais vues.

Y.A

RÉSEAUX SOCIAUX ET MINEURS META VA LIMITER L'ACCÈS À FACEBOOK ET INSTAGRAM À 2 HEURES PAR JOUR

Un procès historique vient de se terminer aux États-Unis. À l'issue de celui-ci, Meta s'est engagé à mettre en place une série de mesures pour mieux protéger les moins de 18 ans. Ceux-ci auront notamment accès à Instagram et Facebook durant deux heures par jour. L'entreprise de Mark Zuckerberg s'est également engagée à payer jusqu'à 18 milliards de dollars pour mettre un terme aux poursuites.

C'est un procès historique qui vient de se terminer devant un tribunal d'Oakland (Californie). Vingt-neuf États américains accusaient Meta d'avoir nui à la santé mentale des mineurs. L'entreprise de Mark Zuckerberg a notamment été accusée d'avoir mis en place les comptes adolescents tout en sachant que certaines des limites qui y sont imposées pouvaient être contournées ou ne pas être suffisamment efficaces. Face aux diverses accusations, Meta a annoncé plusieurs mesures pour mieux protéger les plus jeunes et proposé un accord pouvant atteindre 17,1 milliards de dollars pour mettre un terme aux poursuites.

Des limites imposées aux adolescents américains

Meta s'est engagé à mettre en place une série de mesures pour mieux protéger les jeunes américains. D'une part, les moins de 18 ans auront accès à Instagram et Facebook durant deux heures cumulées par jour. D'autre part, les notifications seront fortement limitées. Durant la nuit, de 22 heures à 7 heures du matin, elles seront totalement coupées. Durant les heures de classe, de 8 heures à 15 heures, les notifications seront également coupées pour les mineurs. Notons également deux points : les compteurs de mentions « j'aime » seront automatiquement masqués et les filtres relatifs à la chirurgie esthétique désactivés.

Ces limitations entreront en vigueur au sein de la cinquantaine d'États signataires dans les six mois. Un parent, dont le compte est lié à celui de l'adolescent, pourra toutefois assouplir ces restrictions. Notons enfin que la plateforme de messagerie WhatsApp, appartenant à Meta, n'est quant à elle pas concernée par ces mesures restrictives.

Meta va payer jusqu'à 17,1 milliards de dollars pour mettre un terme aux poursuites

Meta s'est engagé auprès de 47 États américains à payer jusqu'à 17,1 milliards de dollars (environ 14,7 milliards d'euros) dans le cadre d'un accord visant à mettre un terme aux poursuites concernant la protection des mineurs. Ce paiement pourra être échelonné sur dix ans et les États qui percevront cet argent l'investiront notamment dans des mesures et des structures destinées à protéger les plus jeunes.

Point important : cet accord ne met en aucun cas un terme aux diverses poursuites dont fait actuellement l'objet Meta. Il s'agit seulement du dénouement de l'un des nombreux procès actuellement en cours contre l'entreprise. Quoi qu'il en soit, la question de l'utilisation des réseaux sociaux devient de plus en plus un sujet de santé publique. Si cela fait maintenant plusieurs années que des organismes et collectifs tirent la sonnette d'alarme, des mesures concrètes sont maintenant prises pour protéger les plus jeunes. Le Royaume-Uni, la France ou encore le Vietnam ont chacun annoncé un plan visant à interdire les réseaux sociaux aux plus jeunes. De leur côté, une cinquantaine d'États américains viennent donc de faire plier Meta avec la mise en place de mesures concrètes.

R.S.H.T

RESTRICTION D'UTILISATION DE CHATGPT PLUS POURQUOI ?

OpenAI impose de nouveau des limites d'utilisation de cinq heures sur ChatGPTWork et Codex pour les abonnés Plus. Cette restriction intervient pour soulager les serveurs tout en évitant aux utilisateurs occasionnels d'épuiser trop vite leur quota hebdomadaire.

Mauvaise nouvelle pour les habitués de ChatGPT, la période de liberté totale n'aura été que de courte durée. Après quelques semaines pendant lesquelles un plafond hebdomadaire était appliqué, OpenAI fait machine arrière. Thibault Sottiaux, responsable ingénierie pour Codex et ChatGPT, a officialisé ce retour en arrière qui touche de nouveau les abonnés à ChatGPT Plus, qui payent 23 € par mois.

OpenAI veut préserver ses serveurs

Cette nouvelle règle s'applique dès le 25 août sur ChatGPTWork et Codex. La suppression temporaire du plafond de cinq heures avait suivi le lancement de GPT-5.6, mais l'entreprise préfère aujourd'hui réintroduire ce mécanisme pour lisser la charge sur ses capacités de calcul. L'objectif affiché est de conserver des quotas hebdomadaires généreux sans pour autant asphyxier les ressources.

Selon les explications du responsable, la formule Plus cible des profils plutôt occasionnels ou des nouveaux venus. En brûlant l'intégralité de leur crédit hebdomadaire d'un coup sans s'en rendre compte, ces utilisateurs se retrouvaient souvent bloqués. Le découpage par fenêtres de cinq heures entend ainsi forcer une meilleure répartition de l'usage sur plusieurs jours.

Les abonnés à ChatGPT Pro épargnés pour le moment

Une fois le plafond de cinq heures ou le quota de la semaine atteint, l'accès est bloqué dans l'attente d'une réinitialisation du cycle. Les utilisateurs ont alors la possibilité d'acheter des crédits supplémentaires, même si OpenAI distribue occasionnellement des réinitialisations gratuites ou permet d'en cumuler via des parrainages et des promotions.

Ce bridage ne concerne pour l'instant pas les abonnés Pro, qui ne restent soumis qu'à la limite hebdomadaire globale. Cette exception pourrait toutefois ne pas durer puisque OpenAI prévient que ce plafond de cinq heures risque d'être aussi activé sur les comptes Pro d'ici deux mois. De leur côté, les offres Enterprise et Edu continuent d'utiliser leur système de crédits, sans subir cette modification.

R.S.H.T

FERTILISATION DES TERRES

QUAND INSECTES ET LARVES SUPPLANTENT LES ENGRAIS

Face à la dégradation des sols et à la flambée des prix des engrais chimiques, des agriculteurs kényans misent sur des solutions naturelles. Vers rouges et larves de mouches, soldats noirs transforment les déchets en fertilisants, offrant une alternative durable. Cette

Par Chaïmaa Sadou

transition met en lumière la différence entre engrais industriels et organiques, tout en soulignant l'importance d'une alimentation saine pour l'avenir des populations.

À Lari, à environ cinquante kilomètres de Nairobi, George MuturiKamau élève des milliers de vers rouges dans des installations remplies de déchets alimentaires, de résidus de récolte et de fumier. En près de six semaines, les vers transforment ce mélange en vermicompost, un fertilisant organique riche en nutriments et en micro-organismes bénéfiques.

L'agriculteur utilise ce compost pour ses propres cultures et en vend une partie à d'autres producteurs. Son activité permet aussi de recycler des déchets qui auraient pu être jetés, contribuant ainsi à une économie circulaire vertueuse. Selon les informations rapportées fin août, son exploitation traite déjà près de 40 tonnes de déchets alimentaires par mois.

Dans le comté de Nakuru, Robert Mwangi a choisi une autre voie : les larves de mouches soldats noires. Les restes alimentaires récupérés sur les marchés sont broyés puis donnés



à ces larves. Le résidu organique produit après leur élevage peut servir d'amendement pour les terres agricoles. Les larves arrivées à maturité sont, elles, séchées et utilisées comme source de protéines dans l'alimentation animale. Cette méthode permet donc de fabriquer à la fois un fertilisant et un aliment pour le bétail.

Ces initiatives répondent à une crise profonde des sols. Le Soil Atlas Kenya Edition 2025, publié par la Fondation Heinrich Böll, indique que 63 % des terres arables du Kenya sont touchées par l'acidité. Le rapport souligne également que 80 % des sols manquent de phosphore et que 75 % souffrent d'une faible teneur en carbone organique, un élément indispensable à la vie du sol et à sa fertilité à long terme.

Les engrais industriels, aussi appelés engrais minéraux ou synthétiques, sont fabriqués à partir de substances chimiques. Ils apportent rapidement aux plantes certains éléments

essentiels, notamment l'azote, le phosphore et le potassium. Utilisés avec précision, après une analyse du sol et selon les besoins des cultures, ils peuvent aider à améliorer les rendements à court terme.

Mais leur usage excessif ou mal adapté fragilise les sols. Certains engrais azotés contribuent à l'acidification des sols. Lorsque le terrain devient trop acide, les plantes assimilent moins bien les nutriments et les micro-organismes utiles à la fertilité du sol sont affectés. La monoculture, la déforestation et la culture répétée sans restitution suffisante de matière organique aggravent également cette dégradation, créant un cercle vicieux difficile à briser.

Les fertilisants utilisés par des agriculteurs comme George Muturi et Robert Mwangi reposent au contraire sur des déchets organiques : fumier, restes alimentaires, résidus de récolte et déjections d'insectes. S'ils ne remplacent pas immédiatement tous les

besoins des cultures en nutriments, ils enrichissent le sol en matière organique. Celle-ci améliore sa structure, favorise l'activité biologique et aide la terre à retenir davantage d'eau, un atout important lorsque les pluies deviennent irrégulières. Ces pratiques contribuent ainsi à restaurer durablement la fertilité des sols.

La différence est donc nette : l'engrais industriel nourrit surtout la plante de manière rapide et concentrée ; le compost et les fertilisants issus des insectes cherchent d'abord à nourrir le sol sur la durée. Les premiers permettent d'apporter rapidement des nutriments ciblés, tandis que les seconds apportent également de la matière organique et favorisent l'activité biologique du sol. Toutefois, la transition reste exigeante et ne peut se faire du jour au lendemain.

L'enjeu dépasse les seules exploitations agricoles. Des sols plus fertiles contribuent à une production locale plus régulière de céréales, de légumes et de légumineuses. Cette sécurité alimentaire est particulièrement importante pour les familles. Une alimentation suffisante et variée permet aux enfants de grandir en bonne santé et de s'épanouir pleinement.

Au Kenya, les vers rouges et les larves de mouches soldats noires ne constituent pas une solution miracle à eux seuls. Ils offrent cependant une piste concrète : transformer les déchets en ressources, redonner de la vie aux sols et diminuer la dépendance à des engrais coûteux. En protégeant la terre, les agriculteurs défendent aussi une alimentation plus stable pour les familles et les enfants, dont l'avenir dépend autant de la qualité des récoltes que de leur santé et de leur bien-être. Ces initiatives rappellent que restaurer les sols, c'est aussi investir dans la santé des populations et l'avenir des plus jeunes, en reliant directement la qualité de la terre à celle de leur épanouissement et de leur développement. Ces pratiques, encore limitées, témoignent une volonté collective de bâtir une agriculture plus résiliente, respectueuse de l'environnement et tournée vers l'avenir.

C.S

INONDATIONS

PLUS DE 600 MORTS APRÈS DES CRUES ENTRE LE NÉPAL ET LA CHINE

À la lisière entre Népal et Chine, un déluge catastrophique a déjà coûté la vie à plus de 633 personnes, tandis que près de 3 000 individus sont toujours recherchés. Les équipes de secours déploient des efforts intenses pour porter assistance aux sinistrés, dans une zone durement éprouvée par les excès climatiques.

Par Hamida Indja

Les sauveteurs s'activaient encore sans relâche hier samedi pour localiser environ 3 000 disparus et extraire les rescapés bloqués à la frontière népaléo-chinoise. Ces opérations surviennent trois jours après une crue meurtrière ayant causé au minimum 633 décès et laissé derrière elle un paysage ravagé, selon un dernier décompte.

Cette tragédie, survenue dans une contrée prisée des alpinistes et des fidèles, a fait pour l'heure près de 633 victimes, dont 626 au Népal d'après les services d'urgence, et sept côté chinois. S'y ajoutent sept corps découverts bien plus bas, en Inde, dont l'origine demeure incertaine.

Au Népal, le nombre de disparus a fortement grimpé ce samedi, passant de 1 924 à 2 426

selon la même source, incluant 933 employés de centrales hydroélectriques et toujours 517 étrangers dans le total. Viennent s'y ajouter 554 personnes portées absentes en Chine, dont 260 ressortissants étrangers.

L'Institut géologique américain a indiqué que cette catastrophe survenue mercredi a pris naissance dans l'effondrement d'un glacier. Ce phénomène a généré une avalanche de glace et de débris qui a balayé tout obstacle sur sa trajectoire.

D'après la Croix-Rouge, jusqu'à 93 000 personnes pourraient avoir subi les contrecoups de ce sinistre. Alors que l'espoir de dénicher des survivants s'amenuise, les secouristes peinent à atteindre les secteurs affectés, où les dommages entravent l'acheminement de vivres et d'eau potable.

Cette situation se déroule sous la menace de nouvelles crues. Cette puissante coulée glacée et boueuse a formé de vastes lacs susceptibles de déborder ou de rompre, et l'un d'eux constitue un péril immédiat pour les intervenants.

Vendredi, les opérations de secours avaient été interrompues des deux côtés par des alertes à la coulée, finalement levées. Les inondations et éboulements sont courants durant la mousson « de juin à septembre » au Népal, au Tibet et en Asie du Sud. Selon les experts, le réchauf-

fement planétaire accentue l'intensité et la fréquence de ces phénomènes.

Ce drame évoque d'autres inondations majeures ayant fait de lourdes pertes ces dernières années. Au Pakistan, les crues de 2010 ont affecté plus de 20 millions de personnes et causé environ 2 000 morts. Elles ont aussi rasé des habitations, des routes, des ponts et de vastes étendues cultivées.

En 2022, le Pakistan a subi encore des déluges extrêmement importants. Ils ont touché près de 33 millions d'habitants et fait plus de 1 730 victimes, selon l'ONU.

En juin 2013, des pluies de mousson précoces ont déclenché des crues brutales et de grands glissements de terrain dans l'État indien de l'Uttarakhand, au nord. Cela a entraîné la mort ou la disparition de plus de 6 000 personnes.

En 2023 également, la Libye a été ravagée par des inondations dévastatrices après la tempête Daniel. À Derna, la rupture de deux barrages a provoqué un raz-de-marée qui a anéanti des quartiers entiers. L'ONU a recensé plus de 4 000 morts, tandis que des milliers de personnes restaient introuvables durant les premières semaines.

H.I

SANTÉ MATERNELLE AU KENYA

QUAND ACCOUCHER DEVIENT UN VÉRITABLE RISQUE

Malgré l'essor économique du Kenya, le pays peine à garantir un système de santé capable de protéger les femmes enceintes, qui continuent de mourir des suites de complications durant la grossesse ou pendant l'accouchement.

Par Malika Azeb

En effet, le pays enregistre environ 15 à 16 décès maternels par jour, soit près de 5 000 à 6 000 morts évitables chaque année.

Les autorités sanitaires reconnaissent les insuffisances dans la prise en charge des femmes pendant leur grossesse ou durant leur accouchement, en raison notamment du manque de personnel médical qualifié.

Ces insuffisances sont particulièrement présentes dans les régions reculées, à l'instar du comté rural de Kilifi, où le taux de mortalité maternelle dépasse largement la moyenne nationale.

De nombreuses familles dénoncent les pénuries de médicaments, d'équipements médicaux et le manque d'accès à des soins adaptés.

Le décès de la jeune femme Pina Zawadi constitue l'un des cas il-



lustrant les difficultés auxquelles certaines femmes enceintes sont confrontées. En effet, après une grossesse que sa famille décrit comme sans complications, elle perd la vie à la suite d'hémorragies et d'une prise en charge jugée trop lente. D'autres familles du comté de Kilifi témoignent de difficultés similaires, comme c'est le cas de la jeune femme Halima Ramadan, 27 ans, morte en accouchant de jumeaux par césarienne. Sa belle-mère a affirmé avoir acheté elle-même les médicaments durant l'hospitalisation de sa belle-fille.

Ces témoignages mettent en lumière les faiblesses persistantes de certaines structures sanitaires. En plus des pénuries de médicaments et de matériel médical, le manque de moyens de transport vers des établissements mieux équipés peut retarder la prise en charge des urgences obstétricales.

Le Kenya enregistrait 355 décès maternels pour 100 000 naissances vivantes, contre 532 décès dans le comté de Kilifi, selon les statistiques des autorités sanitaires datant de 2022. Les principales causes sont les

hémorragies sévères, les complications lors de l'accouchement, les troubles liés à l'hypertension, comme la prééclampsie, ainsi que certaines infections. L'accès tardif aux consultations prénatales peut également empêcher de détecter à temps des problèmes comme l'anémie ou l'hypertension.

Dans d'autres pays africains subsahariens, le taux de décès est de 70 %, avec quelque 180 000 morts liées à la grossesse chaque année, une situation qui dépasse largement celle du Kenya.

Selon Khatra Abdi, directrice de la santé au Conseil des gouverneurs, 26 des 47 comtés du pays supportent encore une forte charge de mortalité maternelle et périnatale.

Pour remédier à cette situation catastrophique, les autorités sanitaires ont prévu un programme de distribution à l'échelle nationale de la carbétocine, un médicament utilisé pour prévenir les hémorragies excessives après l'accouchement, ainsi que la mise en place d'établissements de santé supplémentaires afin de rapprocher les soins des populations.

Mais pour les familles touchées, les efforts doivent encore être renforcés. Elles réclament notamment des hôpitaux mieux équipés et une prise en charge plus rapide des complications, afin que des décès évitables ne continuent pas d'endeuiller les familles.

M.A

BON À SAVOIR

Selon les données de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), de nombreux pays africains continuent d'enregistrer un taux de mortalité maternelle alarmant, notamment dans les pays subsahariens, qui concentrent à eux seuls près de 70 % des décès.

Bien que le pays dispose de grands centres urbains modernes, le Nigeria, par exemple, affiche le taux le plus élevé du continent en termes de pertes de vies dues aux complications durant les grossesses ou pendant les accouchements, avec 993 décès pour 100 000 naissances, notamment dans les zones rurales qui souffrent d'un abandon médical profond. Dans d'autres pays comme le

Soudan du Sud et la République centrafricaine, le taux de mortalité atteint 692. L'instabilité politique chronique et les conflits armés ont détruit presque totalement le système de santé publique.

Ces facteurs aggravent l'insécurité sanitaire, principalement pour les femmes enceintes et les enfants, sachant que seuls 35 à 40 % des centres de santé de base disposent du matériel nécessaire pour pratiquer une césarienne ou gérer une complication grave dans ces régions.

Tandis que dans les pays d'Afrique du Nord et les pays insulaires, le taux de mortalité maternelle est le plus bas du continent, grâce à leurs systèmes de santé modernes. Les îles Maurice, les Seychelles

et le Cap-Vert disposent d'infrastructures sanitaires qui couvrent efficacement l'ensemble des populations, réduisant ainsi le taux de mortalité.

Le taux le plus bas est enregistré en Afrique du Nord, notamment en Algérie, au Maroc, en Libye, en Tunisie et en Égypte. Ces deux derniers pays sont régulièrement cités pour leurs investissements massifs dans les soins prénataux et les infrastructures publiques ultramodernes.

Pour ce qui est de l'Afrique du Sud, bien que le pays possède l'un des systèmes médicaux les plus performants du continent, l'accès aux soins demeure inéquitable pour les populations.

M.A

INCENDIES DE FORÊT LES ÉTABLISSEMENTS DE JEUNESSE ET LES CLUBS DE VOLONTARIAT POURSUIVENT LEURS ACTIONS DE SOLIDARITÉ AU PROFIT DES SINISTRÉS

Les initiatives de solidarité prises par les établissements relevant du secteur de la Jeunesse et les adhérents des clubs de volontariat se poursuivent dans plusieurs wilayas du pays afin de contribuer au soutien et à l'accompagnement des familles touchées par les incendies qui ont affecté plusieurs wilayas, a indiqué samedi un communiqué du ministère de la Jeunesse.

La poursuite de ces actions menées par les établissements de jeunesse et les adhérents des clubs de volontariat dans plusieurs wilayas du pays, "réflète les valeurs de solidarité et d'entraide nationales, et contribue au soutien et à l'accompagnement des

familles touchées par les incendies", note la même source. Ces initiatives mettent en évidence "l'esprit de responsabilité et l'engagement actif des jeunes dans l'action solidaire et humanitaire", à travers la collecte d'aides, l'organisation de convois de solidarité et la contribution à l'accueil et à l'accompagnement des personnes sinistrées, notamment au niveau des centres d'évacuation.

Outre l'envoi de caravanes de solidarité, ces actions comprennent aussi un apport logistique et un accompagnement psychologique aux personnes touchées par les incendies, conclut le communiqué.

R.S

SOLIDARITÉ DJEZZY LANCE UNE INITIATIVE DE SOLIDARITÉ AU PROFIT DES HABITANTS DES ZONES TOUCHÉES PAR LES INCENDIES

L'opérateur de téléphonie mobile "Djezzzy" a annoncé, samedi dans un communiqué, le lancement d'une initiative de solidarité au profit des habitants des zones touchées par les récents incendies, en offrant des volumes gratuits d'appels, de SMS et d'Internet.

Cette initiative prévoit "l'octroi de volumes gratuits d'appels, de SMS et d'Internet, les clients concernés devant recevoir un SMS, au cours de la journée, confirmant l'activation de ces avantages", précise la même source.

Cette démarche qui s'inscrit dans le cadre de la

mise en œuvre des orientations du ministère de la Poste et des Télécommunications, intervient "en soutien aux efforts de solidarité déployés par le Gouvernement pour faire face à cette situation exceptionnelle", indique le communiqué.

L'entreprise réaffirme son "engagement à mobiliser l'ensemble de ses moyens pour garantir la continuité des communications et à soutenir l'élan national pour surmonter cette épreuve".

R.S

MOBILIS OFFRE DES SERVICES GRATUITS PENDANT UNE SEMAINE À SES ABONNÉS DANS LES ZONES SINISTRÉES

L'opérateur de téléphonie mobile "Mobilis" a annoncé, samedi dans un communiqué, l'octroi de services gratuits pendant une semaine, à compter de samedi soir, au profit de ses abonnés dans les zones sinistrées suite aux incendies ayant affecté plusieurs wilayas du pays.

"Dans le cadre de son engagement en matière de responsabilité sociale, Mobilis offre gratuitement, pendant une semaine, à ses abonnés dans les zones touchées par les incendies, des appels et des SMS vers tous les réseaux, ainsi qu'un accès Internet illimité", précise le communiqué.

Cette initiative, qui se veut un geste de solidarité envers les citoyens sinistrés, vise à leur permettre de rester en contact avec leurs proches, dans le cadre de "l'accompagnement des efforts nationaux et conformément aux orientations du ministère de la Poste et des Télécommunications visant à soutenir les personnes touchées".

Les abonnés concernés recevront des SMS les informant de la disponibilité de ces services gratuits dans leurs zones à compter de ce soir, dès l'achèvement des opérations techniques propres à chaque zone", selon la même source.

R.S

JEUX MÉDITERRANÉENS - FOOTBALL

LA SÉLECTION ALGÉRIENNE DES MOINS DE 21 ANS EN FINALE DU TOURNOI

La sélection algérienne de football des moins de 21 ans (U21) s'est qualifiée pour la finale du tournoi des Jeux méditerranéens-2026 de Tarente, en s'imposant vendredi face au Maroc aux tirs au but (4-3), après un match nul (1-1) au terme du temps réglementaire.

Dans cette demi-finale disputée à Tarente, les Verts ont ouvert le score à la 24e minute par l'intermédiaire de Ben Ahmed Kohli. Bien servi à l'intérieur de la surface de réparation, l'attaquant a déclenché une frappe imparable pour permettre à son équipe de prendre l'avantage. Les marocains ont égalisé à la 51e minute.

Aux tirs au but, les Algériens étaient très efficaces, s'imposant 4 tirs à 3 et décrochant ainsi leur billet pour la finale.

La sélection algérienne, dirigée par l'ancien international Brahim Hemdani, poursuit ainsi son parcours sans défaite dans le tournoi, après avoir remporté ses trois rencontres de la phase de groupes.

En finale, les Verts seront opposés à la Tunisie, qui a éliminé vendredi le pays hôte, l'Italie, sur le score de 3 à 1 dans l'autre demi-finale.

Cette finale offrira ainsi une bonne affiche maghrébine dans le tournoi de football des Jeux méditerranéens de Tarente.



FOOTBALL

LA FAF ANNONCE LE REPORT DE LA PREMIÈRE JOURNÉE EN RAISON DU DEUIL NATIONAL

La Fédération algérienne de football (FAF) a annoncé le report de la première journée du championnat de Ligue 1 Mobilis, initialement prévue les 27, 28 et 29 août, aux 3, 4 et 5 septembre prochain, en raison du deuil national décrété à la suite des incendies qui touchent plusieurs wilayas du pays.

Dans un communiqué, la FAF a indiqué que cette décision intervient en solidarité avec les familles des victimes de cette dure épreuve et les personnes affectées par les incendies, tout en souhaitant un

prompt rétablissement aux blessés. La Fédération a également annoncé l'annulation de l'ensemble des rencontres amicales programmées durant la période de deuil national. La FAF a, par ailleurs, renouvelé ses sincères condoléances aux familles des victimes, réaffirmant la solidarité de la famille du football algérien avec toutes les personnes touchées par cette douloureuse épreuve.

RS



JEUX MÉDITERRANÉENS - JUDO

MÉDAILLE D'OR POUR MESSAOUD REDOUANE DRIS (-73KG)

Le judoka Messaoud Redouane Dris a offert à l'Algérie sa deuxième médaille d'or aux Jeux Méditerranéens de 2026 actuellement en cours à Tarente (Italie), après sa victoire contre le marocain Hassan Doukkali, en finale des moins de 73 kilos, disputée vendredi après-midi. Un sans-faute pour le natif d'Oran, qui avait commencé par éliminer l'Italien Fabrizio Esposito en quarts de finale, avant d'enchaîner avec le Turc Bilal Ciloglu en demi-finale. Messaoud conserve ainsi son titre méditerranéen, qu'il détenait depuis la précé-

dente édition, disputée en 2022 à Oran. Le podium de cette catégorie des moins de 73 kilos a été complété par Akil Gjakoval (Kosovo) et Martin Hojak (Slovénie), tous les deux médaillés de bronze. Pour rappel, la première médaille d'or algérienne dans ces JM-2026 a été décrochée par le lutteur Abdelkarim Fergat, après sa victoire (10-1) contre l'Égyptien Mahmoud Farrag Mahmoud Saad, en finale des 60 kilos, spécialité gréco-romaine.

RS



JM TARENTE-2026 / HANDBALL (MESSIEURS - DEMI-FINALES)

ALGÉRIE - EGYPTE (25-27)

La sélection algérienne masculine de handball s'est inclinée face à son homologue égyptienne sur le score de 25 à 27 (mi-temps : 12-14), samedi à Tarente (Italie), pour le compte des demi-finales du tournoi des Jeux méditerranéens 2026.

La Sept national jouera pour la médaille de bronze face au perdant de la deuxième demi-finale opposant la Grèce au Portugal (19h00,

heure algérienne).

Versés dans le groupe B, les handballeurs algériens ont bouclé la phase de poule avec un bilan de deux victoires contre Chypre (33-24) et la Tunisie (33-26) et un match nul face à la Grèce (26-26). La petite finale pour le bronze et la finale pour l'or auront lieu lundi 31 août, selon le programme de la compétition.

RS

VOLLEY / CHAMPIONNAT D'AFRIQUE FÉMININ 2026 (8ES DE FINALE)

L'ALGÉRIE QUALIFIÉE AUX DÉPENS DU SÉNÉGAL (3-0)

La sélection algérienne féminine de volley-ball s'est hissée en quarts de finale du Championnat d'Afrique des nations-2026, en s'imposant devant le Sénégal sur le score de 3 sets à 0 (25-15, 25-17, 25-16), en huitième de finale disputé samedi à Nairobi.

Versées dans le groupe D, les volleyeuses algériennes ont bouclé la phase de poules avec un bilan de deux victoires contre le Burundi et la RD Congo sur le même score (3-0), contre une défaite face au Rwanda (0-3).

Dans l'autre huitième de finale, disputé plus tôt, l'Ouganda a battu la RD Congo (3-0), alors que la dernière rencontre programmée ce samedi oppose le Kenya au Nigeria (17h00, heures algériennes).

Les autres huitièmes de

finale, prévus dimanche, opposeront respectivement : le Rwanda au Burkina Faso (8h00), la Zambie au Ghana (11h00), l'Egypte au Burundi (14h00) et la Tunisie au Mali (17h00).

Selon le programme de la compétition, dévoilé par la Confédération africaine de la discipline (CAVB), le Cameroun est directement qualifié en quart de finale.

Pour rappel, lors de la précédente édition du Championnat d'Afrique féminin, le Kenya avait remporté le titre aux dépens de l'Egypte (3-0), tandis que le Cameroun avait terminé à la troisième place.

Le Championnat d'Afrique 2026 revêt une importance particulière puisqu'il servira également de tournoi qualificatif aux Jeux olympiques de Los Angeles-2028.

FOOT/ELIMINATOIRES DE LA CAN 2027 (GR I:-1RE J)

DES ARBITRES CONGOLAIS POUR ALGÉRIE - ZAMBIE

La Confédération africaine de football (CAF) a désigné un quatuor arbitral congolais pour diriger la rencontre entre l'Algérie et la Zambie, prévue le 25 septembre prochain au stade Hocine Aït Ahmed de Tizi Ouzou (20h00), pour le compte de la première journée dans le groupe I, des éliminatoires de la Coupe d'Afrique des Nations CAN 2027.

L'arbitre central sera Malala Kabanga Yannick, qui sera as-

sisté par Kola Archange Matalatala et Mwengesyal Jospin Mumbere.

Le rôle de quatrième arbitre a été confié à Masangune Louis Mwamba.

Arbitre international depuis 2015, Kabanga dispose d'une expérience appréciable sur la scène continentale. Il a notamment été retenu par la CAF pour le CHAN 2024 et a déjà officié dans

des compétitions interclubs africaines.

Logés dans le groupe I, les Verts enchaîneront en se rendant au Burundi pour défier les "Hirondelles", lors de la deuxième journée.

Les deux premiers du groupe se qualifieront pour la 36e édition de la CAN qui se déroulera du 19 juin au 17 juillet 2027 dans trois pays, le Kenya, la Tanzanie et l'Ouganda.

PROUESSE DE L'UNIVERSITÉ "DJILLALI LIABÈS" LE NOMBRE DE SES LABELS "PROJET INNOVANT" PASSE À 160

L'université "Djillali Liabès" de Sidi Bel-Abbès poursuit sa dynamique en matière d'innovation et d'entrepreneuriat universitaire, avec l'obtention de son 64e label "Projet Innovant" au titre de l'année universitaire 2025-2026, portant à 160 le nombre total de labels décernés à des projets issus de l'établissement, a-t-on appris auprès des responsables de l'incubateur universitaire.

Cette nouvelle distinction a été attribuée à un projet innovant porté au niveau de la faculté de médecine "Taleb Mourad", département de pharmacie, illustrant l'implication croissante du secteur des sciences médicales et pharmaceutiques dans la valorisation de la recherche académique et sa transformation en solutions innovantes et en projets économiques prometteurs.

Le directeur de l'incubateur d'entreprises de l'université de Sidi Bel-Abbès, Ahmed Allami, a indiqué que



"l'atteinte du seuil de 160 labels +Projet Innovant+ constitue le fruit de la stratégie d'accompagnement de proximité mise en œuvre par l'incubateur, en application des orientations du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique visant à faire de l'université une

véritable locomotive de l'économie nationale et un levier de création de richesse".

M. Allami a également souligné que "cette nouvelle réalisation, enregistrée au niveau de la faculté de médecine, département de pharmacie, témoigne de la diversité et de la qua-

lité des idées et projets développés par les étudiants et les chercheurs", notamment dans des secteurs prioritaires tels que la santé et l'industrie pharmaceutique.

Il a, à cette occasion, salué les efforts de la Commission nationale de coordination et de suivi de l'innovation et des incubateurs universitaires dans la mise en place d'un environnement favorable à la concrétisation des projets innovants et à leur accompagnement vers la création de start-up.

A rappeler que l'université "Djillali Liabès" poursuit, à travers son incubateur, la mobilisation de moyens techniques, matériels et d'encadrement au profit des porteurs de projets, afin de faciliter la transformation de leurs idées en micro-entreprises et en start-up susceptibles de contribuer au développement économique local et national, a-t-on indiqué.

RS

RENCONTRE SCIENTIFIQUE À MASCARA LES ŒUVRES HISTORIQUES DU CHEIKH M'BAREK EL MILI PASSÉES AU PEIGNE FIN

Les œuvres du cheikh et historien M'barek El Mili ont été au centre d'une rencontre historique organisée, samedi, à la bibliothèque principale de lecture publique "Dr Yahia Bouaziz" de Mascara, consacrée à la mise en lumière de son apport intellectuel et scientifique et de sa contribution à l'écriture de l'histoire nationale.

Intervenant lors de cette rencontre, le professeur Reguig Kada, de l'université "Mustapha Stambouli" de Mascara, a souligné que l'histoire occupait une place prépondérante dans la production intellectuelle du cheikh El Mili, qui avait pris conscience du danger que représentaient les écrits coloniaux français visant à déformer l'histoire de l'Algérie et à effacer sa personnalité nationale.

Dans cette perspective, le cheikh El Mili s'est attaché à écrire une histoire nationale algérienne selon une approche scientifique fondée sur l'exploitation de sources arabes et islamiques, ainsi que d'anciens documents historiques.

De son côté, le professeur Sofiane El Akkeb, de la même université, a relevé que l'ouvrage Histoire de l'Algérie dans l'Antiquité et à l'époque moderne du cheikh El Mili dépassait le cadre du récit historique classique. Son auteur s'y est notamment employé à affirmer l'idée de la nation algérienne et à mettre en évidence la profondeur de ses racines historiques et civilisationnelles, faisant de cet ouvrage une référence majeure pour les chercheurs et universitaires s'intéressant à l'histoire ancienne et moderne de l'Algérie.

Pour sa part, le chercheur en histoire des grandes figures algériennes, Djebbar Mohamed El Amine, a indiqué que l'apport scientifique de M'barek El Mili dépassait le domaine de l'écriture historique pour s'étendre à plusieurs autres champs, notamment la réforme religieuse, l'éducation, la culture et la presse.

Il a souligné que le cheikh El Mili avait mis ses connaissances et sa pensée au service de son pays et de sa société, tout en œuvrant à la dé-

fense de l'identité nationale durant la période coloniale.

Selon le chercheur, cette figure majeure de l'histoire intellectuelle algérienne a laissé une empreinte durable dans la vie scientifique et culturelle du pays. Ses œuvres ont notamment contribué à la formation d'une génération d'intellectuels et de chercheurs qui ont poursuivi le travail d'écriture de l'histoire nationale et contribué à mettre en évidence la profondeur historique et civilisationnelle de l'Algérie.

Cette rencontre a été organisée à l'initiative du club "Beit El Hikma", consacré à la pensée, à la littérature et aux arts et relevant de la bibliothèque principale de lecture publique "Dr Yahia Bouaziz".

Elle a réuni des enseignants et des chercheurs de l'université "Mustapha Stambouli" de Mascara, ainsi qu'un groupe d'écrivains, de poètes, d'intellectuels et de chercheurs de la wilaya.

RC

EN RAISON DES FEUX DE FORÊT DES STATIONS MOBILES POUR RENFORCER LES RÉSEAUX DE TÉLÉPHONIE ET D'INTERNET DANS LES ZONES SINISTRÉES

Le ministère de la Poste et des Télécommunications a indiqué, samedi dans un communiqué, que la mise en place de stations mobiles de télécommunications dans les zones touchées par les incendies, dans l'est et le centre du pays, avait été entamée afin de garantir la continuité des services de téléphonie et d'Internet.

"Suite à la maîtrise des incendies dans les zones touchées et à l'autorisation d'y accéder, les services du secteur de la Poste et des Télécommunications, en coordination avec les opérateurs de téléphonie mobile, ont entamé une opération de renforcement des réseaux de télécommunications", précise le communiqué.

Dans ce cadre, "la mise en place de stations mobiles de télécommunications a été entamée pour remplacer les stations endommagées ou hors service et garantir la continuité des services de téléphonie et

d'Internet, avec le recours, au besoin, à la réinstallation de certaines stations mobiles exploitées temporairement au niveau des plages". Cette mesure vise notamment à "permettre aux services de sécurité, à la Protection civile, aux équipes de secours et aux différents intervenants sur le terrain de disposer de moyens de communication rapides et stables, garantissant une coordination immédiate et la poursuite des opérations d'intervention et de secours". Dans ce contexte, le ministre de la Poste et des Télécommunications a donné des instructions aux opérateurs afin d'assurer temporairement la gratuité des services de télécommunications et d'Internet au profit des citoyens dans les zones touchées, en vue de faciliter les communications dans ces circonstances, selon la même source.

MS

HADJ 1448 H TIRAGE AU SORT EXCEPTIONNEL POUR UN QUOTA DE 2.000 CARNETS DE HADJ À TRAVERS LES WILAYAS DU PAYS

Le tirage au sort exceptionnel portant sur un quota de 2.000 carnets de Hadj a été effectué, samedi, à travers les différentes wilayas du pays, pour l'accomplissement des rites du Hadj au titre de la saison 1448 H/2027. Cette opération intervient en exécution de la décision du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, portant attribution d'un quota supplémentaire de 2.000 carnets de hadj au profit des citoyens inscrits au tirage au sort pour la saison 1448H/2027, âgés de 70 ans et plus, ayant postulé au moins 10 fois sans avoir été favorisés par le sort lors du tirage ordinaire qui s'est déroulé le 15 août en cours. La décision du président de la République d'allouer ce quota supplémentaire procède de son souci de donner à cette catégorie de citoyens une plus grande chance d'accomplir les rites du Hadj. Le ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports avait précisé que l'organisation de ce tirage au sort exceptionnel se déroulerait au niveau des sièges de wilayas ou dans tout autre lieu adéquat choisi par les autorités locales, en présence des personnes concernées ou de leurs représentants.

Il a également souligné que ce tirage "est réservé exclusivement aux citoyens remplissant les deux conditions d'âge et de nombre d'inscriptions précédentes mentionnées ci-dessus".

RS

NOTRE ÉPOQUE

L'IA AU SERVICE DE LA PARESSE ET DU MENSONGE (2/2)

On nous vend l'IA comme un outil qui libère l'être humain de ses tâches intellectuelles. Mais une société qui cesse de pratiquer une activité vérifiée finit par perdre la capacité de l'accomplir. On ne conserve pas une faculté en la sous-traitant systématiquement. On ne conserve pas l'esprit critique en demandant à une machine de résumer les arguments contradictoires. On ne conserve pas la capacité de recherche en acceptant une bibliographie générée automatiquement. Comme on ne conserve pas le jugement en transformant chaque décision en recommandation algorithmique. En revanche, on fabrique une dépendance.

Par Phil Broq

Et cette dépendance a une conséquence politique terrifiante car celui qui contrôle les systèmes qui produisent les récits, les catégories, les synthèses et les «vérités», dispose potentiellement d'un pouvoir immense sur ce que les autres considèrent comme pensable.

Il ne s'agit même plus nécessairement de censurer. Il suffit de saturer. Saturer l'espace public de textes plausibles, de statistiques invérifiables, d'analyses automatiques, de raisonnements prêts à l'emploi. Produire tellement de contenu qu'il devient impossible pour l'individu ordinaire de tout contrôler. Et les grands mensonges du XXI^e siècle n'ont donc plus besoin d'être convaincant puisqu'il leur suffit d'être abondants. Et c'est ici que l'argument devient beaucoup plus inquiétant que la simple question des «hallucinations» de l'IA.

Imaginez demain un rapport administratif justifiant une politique brutale (c'est ce qu'a fait le WEF depuis des années). Une analyse économique démontrant prétendument qu'une population représente un «coût» (c'est ce qu'a fait l'OMS avec le mensonge du COVID). Une étude de sécurité identifiant une catégorie de citoyens comme «facteur de risque» ou une réglementation numérique qu'une restriction supplémentaire est indispensable à la protection collective. (C'est ce que fait l'UE avec son DSA). Un rapport militaire évaluant froidement des dommages humains et réduire des vies humaines à des variables, des «dommages collatéraux» et des probabilités acceptables. (C'est ce que fait Israël et le Mossad pour garder l'armée américaine à ses cotés depuis sa création artificielle). Ou encore une note de cabinet expliquant que telle mesure d'exception est «rationnelle», «nécessaire» ou «optimale», puis viendrait le cabinet de conseil, avec ses consultants en costume, ses tableaux multicolores et son vocabulaire aseptisé, comme ils le font pour les médiocres gouvernants de l'occident, tous issus des Young leaders...

LA MÉCANIQUE LA PLUS DANGE-

REUSE DU POUVOIR MODERNE

Alors sachez que c'est précisément ainsi que fonctionne la mécanique la plus dangereuse du pouvoir moderne puisqu'on ne demande plus au citoyen d'adhérer à une idéologie, on lui demande de se soumettre à une expertise. La décision politique disparaît derrière le chiffre, la responsabilité derrière l'algorithme, le choix moral derrière la recommandation technique. Et demain, avec l'IA, cette machine de légitimation pourra produire en quelques secondes les rapports, projections et argumentaires nécessaires pour donner à n'importe quelle décision l'apparence de la nécessité objective.

Le véritable cauchemar n'est donc pas une IA qui déciderait à notre place mais c'est une classe dirigeante qui pourrait se servir de l'IA pour transformer ses décisions en vérités prétendument neutres — puis nous expliquer que puisque «les données» l'ont démontré, il ne nous reste plus qu'à obéir. Et c'est exactement ce que nous avons actuellement en place. Il suffit d'observer l'uniformité des discours concernant le pays le plus corrompu au monde qu'est l'Ukraine, la propagande immonde contre la Russie et surtout l'ignoble soutien aux assassins d'enfants palestiniens, iraniens ou libanais par les fanatiques Talmudo-sionistes adorateurs de Baal ayant corrompus toutes nos nations, à l'image du dossier Epstein.

Mais, si dès le départ les sources sont fausses, mais que personne ne les vérifie, l'IA n'aura pas simplement produit une erreur. Elle aura fourni une apparence de rationalité à une décision humaine. Et c'est cela, le véritable danger de l'IA et de son utilisation outrancière. Non pas que la machine devienne monstrueuse, mais que l'être humain puisse s'en servir pour se désresponsabiliser de la monstruosité de ses propres décisions.

La guerre en offre déjà une illustration glaçante lorsque Palantir a conclu, début 2024, un partenariat stratégique avec le ministère israélien de la Défense pour des missions liées à la guerre, tandis que des sources ont fait état de liens entre ses technologies et les systèmes israéliens d'identification et de suivi des cibles — ce que Palantir conteste évidemment pour ce qui concerne le développement de systèmes de ciblage automatisé. Israël a par ailleurs créé une administration consacrée à l'IA et aux systèmes autonomes au sein de son ministère de la Défense, tandis qu'Elbit Systems revendique l'intégration de technologies avancées, notamment de l'IA, dans ses plateformes militaires et a constaté depuis le début de la guerre une forte hausse de la demande du ministère israélien de la Défense ; ses revenus ont atteint près de 7,94 milliards de dollars en 2025.

Israel Aerospace Industries, de son côté, développe également des technologies d'autonomie fondées sur l'IA, notamment dans l'aéronautique. Le problème n'est donc pas seulement que l'IA puisse accélérer la guerre mais qu'elle permet surtout de transformer la décision de tuer en processus technique, la victime en donnée, la cible en probabilité et la responsabilité en ligne de code. Et plus la chaîne de décision est automatisée, plus ceux qui déclenchent ou autorisent la violence peuvent prétendre n'avoir fait que «suivre le système», comme si un algorithme pouvait por-

ter la responsabilité morale d'un être humain.

LA TECHNOLOGIE DEVIENT LE PARAVENT IDÉAL DE LA LÂCHETÉ

La technologie devient alors le paravent idéal de la lâcheté puisqu'on ne décide plus, on optimise ; on ne tue plus, on traite des données ; on ne commet plus d'erreurs, on génère des «dommages collatéraux». Et pendant que l'humain se réfugie derrière la machine, les industriels de la mort, eux, transforment cette nouvelle manière de faire la guerre en marché colossal. Et quelles formules plus commodes pour éviter d'assumer une décision que de dire : «Ce n'est pas moi qui l'ai conclu, c'est l'IA.», «C'est ce que dit le modèle.», «Les données indiquent clairement que...» Ou plus directement «L'algorithme recommande de...»

L'histoire regorge déjà de systèmes bureaucratiques capables de transformer l'inhumain en procédure, la violence en catégorie administrative et l'horreur en tableau Excel. L'IA ne crée pas cette tentation. Elle permet simplement de lui donner une vitesse, une échelle et une apparence scientifique inédites.

C'est pourquoi la question fondamentale n'est pas : «L'IA est-elle intelligente ?» mais «qui pense encore lorsque la machine répond ?» Car une machine qui invente une référence est dangereuse, mais un humain qui cesse de vérifier cette référence est plus dangereux encore. Une machine qui produit du faux est un problème technique mais une civilisation qui accepte le faux parce qu'il est produit par une machine est un problème politique. Et une société qui finit par considérer l'effort intellectuel lui-même comme une perte de temps est en train de commettre une forme de suicide intellectuel.

L'ironie est que nous avons baptisé ces technologies «intelligence artificielle» alors qu'elles peuvent précisément devenir un moyen de désapprendre l'intelligence naturelle. Nous avons créé des machines capables de générer des millions de mots et nous risquons de produire des générations qui ne sauront plus distinguer une argumentation d'un assemblage de phrases. Nous avons automatisé la réponse au moment même où nous aurions besoin de réhabiliter la question. Et nous appelons cela le progrès.

LORSQUE CELA ARRIVERA, NE CHERCHEZ PAS LE COUPABLE DANS LA MACHINE

Non ! Le progrès n'est pas de pouvoir obtenir une réponse sans réfléchir. Le progrès serait de disposer d'outils qui nous rendent plus difficiles à tromper. Or une IA utilisée sans vérification peut faire exactement l'inverse. Elle peut transformer l'ignorance en certitude. Le doute en réponse automatique. La propagande en rapport d'expertise. L'invention en donnée. Et, demain, peut-être, la justification de l'injustifiable en «analyse objective».

Voilà pourquoi l'affaire PwC ne devrait pas être traitée comme une anecdote grotesque sur quelques citations mal vérifiées. Elle devrait être considérée comme un avertissement. Parce que le véritable scandale n'est pas qu'une machine puisse mentir, mais que nous lui abandonnions le

droit de définir ce qui est vrai !

Et lorsque cela arrivera, ne cherchez pas le coupable dans la machine. Elle n'aura ni conscience, ni morale, ni intention parce qu'elle aura simplement exécuté la consigne, recomposé les données disponibles et produit la réponse qu'on lui demandait. Le véritable responsable sera l'humain qui aura accepté de déléguer son jugement, celui qui aura préféré la réponse instantanée à la recherche, le résumé à la lecture, la plausibilité à la preuve, l'algorithme à sa propre intelligence. Car le jour où nous ne vérifierons plus — et ce jour n'est plus une hypothèse lointaine — où nous ne confronterons plus les sources, où nous ne chercherons plus les contradictions, où nous ne supporterons plus l'inconfort du doute, l'IA n'aura même plus besoin de nous empêcher de penser puisque nous aurons déjà volontairement renoncé à penser. Et c'est là que se jouera le basculement le plus terrifiant de notre temps.

Une population qui ne vérifie plus est une population que l'on peut informer à volonté ; une population qui ne confronte plus les sources est une population que l'on peut orienter ; une population qui ne doute plus est une population que l'on peut gouverner par le récit. Il suffira alors de fournir la bonne réponse, avec le bon vocabulaire, les bons graphiques, les bonnes références — réelles ou non — et suffisamment d'assurance pour que le faux acquière les apparences du vrai. Nous ne serons plus face à une intelligence artificielle, mais face à quelque chose de beaucoup plus dangereux que l'on peut définir comme étant une paresse humaine artificiellement amplifiée par la technologie. Et lorsque chacun demandera à une machine ce qu'il doit croire, comprendre, penser ou décider, il sera alors bien trop tard pour prétendre que notre liberté nous aura été arrachée car nous l'aurons échangée, volontairement, contre le confort illusoire de ne plus avoir à exercer notre propre jugement.

Mais le prix de cet échange pourrait être infiniment plus lourd que la simple perte de notre esprit critique car c'est une part fondamentale de notre humanité que nous risquons d'abandonner. Penser, douter, chercher, confronter, se tromper, corriger son jugement, assumer une décision et en porter la responsabilité ne sont pas de pénibles archaïsmes dont la technologie devrait nous délivrer, ce sont précisément les exercices qui font de nous des êtres humains.

À force de vouloir supprimer toute friction, tout effort, toute incertitude et toute difficulté au nom d'un confort technologique devenu obsessionnel, nous risquons de fabriquer une humanité incapable de supporter le doute, incapable de décider sans assistance, incapable même de distinguer ce qu'elle sait de ce qu'on lui affirme.

Le danger ultime n'est donc pas que l'IA pense à notre place mais qu'elle nous habitue tellement à ne plus penser que l'acte même de penser finisse par nous paraître inutile. Et une humanité qui abandonne progressivement son jugement, sa curiosité, sa responsabilité et sa capacité à douter ne gagne pas en intelligence mais s'ampute elle-même de ce qui la rend simplement humaine...

ENTRENOUS



Internet, Facebook et les réseaux sociaux sont désormais ancrés dans notre vie quotidienne. On y trouve de tout. Mais nous, nous nous intéresserons uniquement aux productions de ceux et celles qui font de ces formidables moyens de communication des outils utiles au service du savoir, de la culture et de la réflexion positive qui rassemble autour des valeurs hautement humaines auxquelles les Algériennes et les Algériens ont de tout temps adhéré. Cette page accueille aussi les publications du monde arabe et du continent africain.

Page animée Par Salim Nait Ouquelmim

LA JARRE CASSÉE

Dans un village où les maisons de terre rouge s'alignaient autour d'une grande place, vivait un jeune homme nommé Kéfa. Kéfa était connu pour une chose : il trouvait toujours quelqu'un à accuser lorsque quelque chose tournait mal. Un matin, sa mère lui confia une belle jarre en terre cuite. — Kéfa, va à la rivière et rapporte-nous de l'eau. Cette jarre est précieuse. Elle a été façonnée par ton grand-père. Kéfa prit la jarre et partit. Sur le chemin du retour, il rencontra ses amis qui jouaient sous un arbre. — Kéfa, viens jouer avec nous ! — Je dois d'abord rentrer avec cette jarre. — Tu as bien le temps ! Kéfa posa la jarre à côté de lui et se mit à jouer. Dans l'excitation, il donna un coup de pied dans une pierre. La pierre heurta la jarre. CRAC ! La jarre tomba et se brisa en plusieurs morceaux. Kéfa resta immobile. Puis, au lieu de reconnaître son erreur, il se mit à chercher un coupable. — C'est la faute de cette pierre ! Ses amis se regardèrent. — Mais c'est toi qui as donné le coup de pied, lui rappela l'un d'eux. Kéfa ne voulut rien entendre. — Si le sol n'était pas aussi dur, la jarre ne se serait pas cas-



sée ! Lorsqu'il rentra au village, sa mère vit les morceaux. — Que s'est-il passé ? Kéfa répondit aussitôt : — C'est le sol ! Il a cassé la jarre. La nouvelle se répandit rapidement. Le chef du village, qui avait entendu l'histoire, demanda qu'on apporte les morceaux de la jarre. Il les examina longuement, puis demanda à Kéfa : — Si le sol est responsable, pourquoi tes pieds portent-ils encore la poussière de l'endroit où tu jouais ? Kéfa resta silencieux. Le chef poursuivit : — Et pourquoi tes amis disent-

ils que tu as donné un coup de pied dans la pierre ? Le jeune homme baissa les yeux. Personne ne parlait. Finalement, Kéfa murmura : — C'est vrai. C'est moi qui ai cassé la jarre. Le chef du village hocha la tête. — Voilà la première chose que tu dois réparer. — La jarre ? — Non. Ta manière de penser. Puis il ajouta : — Une jarre cassée peut être remplacée. Mais un homme qui refuse toujours de reconnaître ses fautes finit par perdre la confiance de tout le village. Kéfa demanda pardon à sa

mère et à ses amis. Quelques jours plus tard, il alla voir un potier du village et travailla avec lui pour fabriquer une nouvelle jarre. Elle n'était pas aussi belle que celle de son grand-père. Mais chaque fois que Kéfa la regardait, elle lui rappelait une leçon qu'il n'oublia jamais. Désormais, lorsqu'une erreur lui arrivait, il ne cherchait plus immédiatement quelqu'un à accuser. Il commençait par se demander : « Quelle part de responsabilité ai-je dans ce qui vient d'arriver ? » Et les anciens du village répétaient longtemps son histoire aux enfants. Car ils avaient compris qu'une vérité simple vaut mieux qu'une longue excuse : «« L'enfant qui casse la jarre ne doit pas accuser le sol d'être dur. »»

MORALE
Reconnaître ses erreurs demande du courage, mais les nier ne les efface pas. Celui qui assume ses fautes peut les corriger ; celui qui accuse toujours les autres risque de répéter éternellement les mêmes erreurs. La responsabilité est le premier pas vers la sagesse.

Publié sur Facebook par choupibandita893, dans Contes, légendes et gestes de l'Afrique de l'Ouest, le 28 aout 2026.

OUVRIR LA PORTE DU PAYS DES SONGES

Sur un morceau de papier triste à pleurer, les mots sont là qui me regardent. La feuille est un peu froissée, quelques tâches cachent les adjectifs les plus malmenés. L'Hier a été difficile pour eux. C'est une nuit mots tout déconfits, une insomnie de mots sans consistance. Ils me regardent, l'air penaud. Ils ont essayé de se réchauffer en un embrouillamini de lettres emmêlées. Ils n'ont pas trouvé d'autre solution pour se rassurer, se dire qu'ils existaient. Délicatement, au creux de ma paume, j'en dépose un. Il s'excuse d'être aussi banal, m'avoue avoir perdu sa dignité à force d'avoir fait trop d'usage dans le discours d'un orateur désigné. Il me murmure en rougissant que la première fois, à sa grande honte, il avait été fier de s'être fait applaudir par une foule enthousiasmée. Je lui dis que je peux comprendre, qu'il doit être agréable de sortir de l'ombre d'un dictionnaire où l'on étouffait. Il prend confiance et continue. Un jour, il comprit, qu'il était le mot-clé d'une phrase grandiloquente que le pantin désigné répétait, soir après soir, dans un discours que d'autres avaient rédigé. Dans un soupir, il m'avoua : "Malgré tout, j'étais fier d'exister." Un sujet de la troisième personne du singulier, lui expliqua qu'il avait été choisi pour représenter une idée qui se voulait populaire. Mais qu'il ne fallait pas qu'il se gargarise de sa célébrité, après usage, il serait jeté. La désillusion fut terrible. Il arrivait, certain soir, qu'il ne passe pas le gosier du pantin qui croyait refaire le monde à sa petite mesure. Que puis-je faire au cœur de la nuit avec au creux de la main un mot dont le sens a été gal-

vaudé ? Une idée me vient. Une recette de l'enfance quand les mots devenaient des inconnus que je ne savais plus orthographier. Je prends une feuille immaculée, mon fidèle stylo qui veille près du clavier. Ma main tremble un peu, je n'ai pas pour habitude de redonner un peu de dignité avec mon écriture de gauchère contrariée. Délicatement, lettre après lettre, je le calligraphie. Le résultat n'est pas parfait. J'ouvre le dictionnaire. À haute voix, je lui fais lecture de ce que le docte ouvrage dit de lui. Les mots s'approchent, regardent leur compagnon d'infortune qui d'émotion vient de laisser glisser une fine larme d'encre. La parole se libère. Tous veulent me raconter leur histoire. Les pauvres tremblent et bégayent si peu habitués que l'on prenne le temps de les écouter. Les uns après les autres, sans ordre ni hiérarchie, je leur offre une place sur le papier. Les heures ont tourné, je somnole un peu. Une esperluette vient me chatouiller l'index pour me réveiller. Une étincelle de sourire vient éclairer mes yeux fatigués. Au milieu de l'océan blanc de papier, j'ai dessiné un îlot de mots que la vie a malmenés. La sommeil me fait plier, je mets mes bras en berceau et pose ma tête dans ce nid improvisé. Les mots chuchotent : "Plus qu'hier et moins que demain... souris à la vie. Tu viens de nous ouvrir la porte du pays des Songes."

Publié par Mustapha Amrani sur sa page Facebook le 28 aout 2026

L'AROBASE

L'apparition de l'arobase date du VIème siècle si l'on en croit le linguiste Berthold Louis Ullman. Le caractère @ est aujourd'hui essentiellement utilisé dans les adresses e-mail : il n'avait évidemment pas la même signification à cette époque. Le signe @ serait en fait une ligature, c'est-à-dire un signe fusionnant deux caractères, le A et le D du mot latin AD (à ou vers en français). Selon Ullman, les moines copistes auraient ainsi abrégé le signe en enroulant le d autour du a. Ces ligatures étaient d'ailleurs un procédé courant d'abréviation. Les scribes, depuis le Moyen Âge, utilisaient de nombreuses astuces pour écrire plus vite. Par exemple le tilde, pour indiquer l'omission de lettres dans un mot, ou bien l'esperluette (le « et commercial »), autre ligature d'un « Et » transformé en &. L'arobase a traversé les siècles et les manuscrits pour se répandre aux États-Unis au XIXème siècle avec la signification de « at » : 2 books @ \$5 se lisant « two books at five dollars » (deux livres à 5 dollars). L'arobase fut donc intégrée sur les claviers de machine-à-écrire puis ceux d'ordinateur, pour finalement devenir partie intégrante des adresses de courrier électronique en 1971.



Publié par Mustapha Amrani sur sa page Facebook le 28 aout 2026

EVÉNEMENTS DU NIGER

L'ALGÉRIE EXPRIME SA "PLEINE SOLIDARITÉ" AVEC LE NIGER
SUITE AUX ÉVÉNEMENTS AYANT EU LIEU À NIAMEY

L'Algérie a exprimé, samedi, sa "pleine solidarité" avec le Niger suite aux événements qui se sont produits à Niamey, la capitale de ce pays "frère", indique un communiqué du ministère des Affaires étrangères.

"L'Algérie a suivi avec une extrême attention les événements, hautement regrettables et condamnables, survenus ce jour dans la capitale nigérienne, Niamey", indique le communiqué. "Aussitôt qu'elle a pris connaissance de ces événements, l'Algérie a assuré les hautes autorités nigériennes de sa pleine solidarité et de son ferme soutien, en

vue de surmonter cette épreuve et de favoriser le retour rapide à la stabilité dans ce pays frère", souligne le même texte. "L'Algérie renouvelle sa ferme condamnation de tels actes, qui portent atteinte aux aspirations légitimes du peuple nigérien frère à la quiétude et au développement", conclut le ministère.

RA



PROCHAINES ÉLECTIONS LOCALES
M. AROUS PRÉSIDE UNE RÉUNION PRÉPARATOIRE

Le président de l'Autorité nationale indépendante des élections (ANIE), M. Saad Arous, a présidé, samedi, une séance de travail consacrée à l'examen des dispositions organisationnelles et préparatoires aux pro-

chaines élections locales, indique un communiqué de cette instance. La séance de travail a porté sur "la poursuite de l'examen des dossiers des coordinateurs de wilaya proposés à la désignation lors des prochaines

élections locales, ainsi que sur la constitution et la formation des commissions chargées de la supervision des opérations électorales, chacune étant présidée par un membre de l'Autorité indépendante", précise le com-

muniqué. Il a été question, à cette occasion, de "la préparation de la réunion du Conseil de l'ANIE, prévue demain dimanche", ajoute la même source.

RA

HOSTILITÉ ENVERS NOTRE PAYS
DES MÉDIAS FRANÇAIS SE PRÉPARENT À DÉFENDRE
LE CAS AÏSSIYOU

La machine de propagande française se prépare à mener une nouvelle campagne subversive contre l'Algérie, en mobilisant ses ressources sur le cas d'Ayoub Aïssiyou, un fugitif condamné par la justice algérienne pour vol, dilapidation de l'argent public, blanchiment, financements d'acteurs subversifs et spoliation de biens de citoyens. En effet, selon des informations, les chaînes françaises TF1 et France télévisions s'apprentent à lancer une offensive médiatique pour défendre ce hors-la-loi détenu par la justice espagnole. Les autorités espagnoles ayant exécuté un mandat d'arrêt international émis par la justice algérienne contre lui. Par cette nouvelle opération de subversion, qui vise à influencer la justice espagnole, la France confirme sa réputation de défenseur et de protecteur de tout acteur qui agit contre l'Algérie, y compris ceux impliqués dans des affaires de corruption, de détournement d'argent du trésor public et cela en violation totale du droit international. En ouvrant ses médias à ces truands et criminels, la France réactive ainsi son mode opératoire éculé pour s'attaquer à l'Algérie et en faire ses proxys. Mais tout comme les tentatives précédentes, cette énième opération de subversion connaîtra le sort de ses précédentes, un acharnement stérile et sans impact.

RA

INCENDIES
LES FAMILLES DES VICTIMES SALUENT LA
MOBILISATION TOTALE DE L'ETAT ET L'ÉLAN DE
SOLIDARITÉ POPULAIRE

Les familles des blessés dans les incendies ayant touché plusieurs wilayas de l'Est et du Centre du pays, évacués vers l'hôpital des grands brûlés "Dr Saïd Chibane" de Zéralda, ont salué, samedi, la mobilisation totale des différentes institutions de l'Etat pour assurer la prise en charge des sinistrés, conformément aux instructions du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, ainsi que l'élan de solidarité populaire ayant contribué à atténuer les séquelles de cette catastrophe. Dans ce cadre, plusieurs familles accompagnant les blessés ont exprimé leur satisfaction quant à la mobilisation totale des différentes institutions de l'Etat et à leur présence aux côtés des citoyens sinistrés, et ce, dès les premières heures du déclenchement des incendies, en application des instructions du président de la République. Elles ont également salué le grand élan de solidarité manifesté par les Algériens qui, depuis différentes wilayas, se sont mobilisés pour acheminer les aides, illustrant ainsi les valeurs d'en-

traide, de solidarité et de cohésion. A ce titre, M. Aymen Beldraa, de la commune de Djemaa Beni Habibi (Jijel), qui accompagne plusieurs membres de sa famille blessés dans ces incendies, a tenu à remercier le président de la République pour "son soutien et son suivi attentif, dès les premières heures, de la situation dans les wilayas concernées, ainsi que pour la mobilisation de toutes les institutions de l'Etat afin de prendre en charge les blessés et de maîtriser les incendies". Il a également salué le déplacement du Premier ministre, M. Sifi Ghrieb, dans la wilaya de Jijel, sur instruction du président de la République, pour s'enquérir de près de la situation et prendre part à la cérémonie d'inhumation des victimes de cette catastrophe. Dans le même sillage, M. Tebablia Rezki, originaire de la même région, a salué les interventions immédiates sur le terrain pour secourir les habitants des zones touchées par les incendies, louant la visite du président de la République à l'hôpital des grands brûlés

pour s'enquérir personnellement de l'état des blessés, qu'il a rassurés quant à la prise de toutes les mesures nécessaires pour leur prise en charge médicale, ce qui a "contribué à leur remonter le moral et à atténuer leurs souffrances". De son côté, Mme Kenza Merabet a indiqué que cette catastrophe "a démontré, une fois de plus, l'unité et la solidarité du peuple algérien", comme en témoignent les convois qui continuent d'affluer vers les zones sinistrées depuis les différentes régions du pays. Pour rappel, le président de la République s'était rendu, plus tôt dans la journée, à l'hôpital des grands brûlés "Dr Saïd Chibane" pour s'enquérir de l'état des blessés évacués des wilayas touchées par les récents incendies, accompagné du ministre délégué auprès du ministre de la Défense nationale, Chef d'Etat-Major de l'Armée nationale populaire, le Général d'Armée Saïd Chanegriha, et du ministre de la Santé, Mohamed Seddik Ait Messaoudene.

RA

FEUX DE FORÊTS

POURSUITE DES EFFORTS SUR LE TERRAIN POUR LUTTER CONTRE LES INCENDIES

Les efforts sur le terrain pour lutter et éteindre les incendies enregistrés dans plusieurs wilayas du pays se sont poursuivis, samedi, à travers la mobilisation de tous les moyens humains et matériels et le renforcement des équipes d'intervention par des moyens aériens, indique un communiqué du ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports. Dans ce cadre, les walis poursuivent le suivi continu et leur présence sur le terrain pour s'enquérir du déroulement des interventions, le "wali de la wilaya de Jijel ayant présidé une réunion périodique de la cellule de

crise de wilaya, consacrée à l'examen de la situation des incendies enregistrés et au suivi de la mise en œuvre des décisions prises, tandis que le wali d'El Tarf s'est rendu sur le site de l'incendie qui s'est déclaré dans la zone de Khanguet Aoun, pour s'enquérir du déroulement des opérations d'extinction". Dans ce cadre, "les mesures préventives nécessaires ont été prises, notamment l'évacuation d'un nombre de citoyens résidant dans les zones limitrophes des sites des incendies", ajoute le communiqué. Les "efforts d'extinction ont été renforcés par l'enga-

gement d'avions bombardiers d'eau AT-802 dans la wilaya de Jijel et d'un appareil BE-200 dans la wilaya d'El Tarf, aux côtés de divers moyens humains et matériels mobilisés sur le terrain". Les unités de l'Armée nationale populaire (ANP) contribuent, de leur côté, aux efforts d'intervention, aux côtés des différents corps de sécurité et des autorités locales, tout en maintenant l'état d'alerte et de préparation pour intervenir et protéger les citoyens et les biens.

RA